

RECLAIM THE FIELDS



NO HO HO.
RECLAIM ME!



feuille n°5
de Chou



WATIZDICE ?

Vous avez devant les yeux le bulletin francophone de Reclaim The Fields (RTF) dans sa version 2019 qui fait suite aux rencontres francophones du 30 octobre au 2 novembre 2018.

Le bulletin a pour but de :

- Permettre aux étoiles de la constellation RTF de recevoir des informations et de rester en liens les un-e-s avec les autres
- Permettre aux personnes qui n'ont pas pu venir aux rencontres de savoir ce qui s'y est dit et passé
- Donner une première approche de ce qu'est RTF pour des gens qui ne connaissent pas
- Partager des informations et points de vue sur des grandes thématiques (agricoles, politiques)

Vous trouverez donc ici une rapide présentation de RTF et de Fourche et Champ libre, des nouvelles des étoiles, quelques textes glanés dans les champs ! Un résumé des rencontres francophones de l'automne 2018 et même un petit agenda et des mots croisés spécial Reclaim the fields !

D'ailleurs, pour nous rejoindre et nous contacter c'est ici :

contactrtf@riseup.org

Pour plus d'informations sur la constellation RTF c'est ici :

reclaimthefields.org

Pour suivre une thématique qui vous intéresse en particulier, il existe des listes de diffusion et vous pouvez les consulter et vous inscrire ici :

reclaimthefields.org/get-involved/email-lists

Il existe un bulletin à échelle européenne qui paraît après chaque rencontre européenne et qui est disponible sur le site de RTF ou sur les infokiosques.

Et pour finir, un grand merci aux étoiles ayant participé à ce bulletin que ce soit en nous ayant envoyé des textes, images, infos..., en ayant répondu à nos multiples sollicitations et en nous ayant soutenu-e-s afin que vive ce bulletin !

Bon effeuillage de cette feuille de chou n°5 ! À mort le père Noël !

SOMMAIRE

Vous avez dit « Reclaim the fields » ? p.4

- Qui sommes nous ? p.4
- Et concrètement ? p.5
- Fourche et champ libre p.5

Des étoiles lancent des appels ou donnent des nouvelles p.7

- Chroniques paysannes d'une ferme en lutte - Jardin des Maraîchères à Dijon (21) p.7
- Une nouvelle ferme sur le Plateau de Millevaches dans la Creuse (23) p.12
- Des nouvelles de Rocalet dans le Tarn (81) p.12
- Création d'un lieu de résistance en face de Monsanto, dans l'Aude (11) p.13
- L'IBM, c'est quoi ? p.14
- Témoignages sur le projet des bassines dans les Deux-sèvres (79) p.14
- Maxmur, Fleurir au Désert - Camp de réfugiés au Kurdistan p.16
- Des nouvelles de l'Ecotopia Biketour p.17
- Hissons les voiles vers Lisbonne contre Vinci p.18
- Des nouvelles de Roybon : Le jugement dernier encore une fois repoussé p.19



Quelques textes glanés dans les champs p.20

- L'accaparement des terres est criminel p.20
- Feux au prisons ! Soutiens aux copains ! p.25
- Hors normes : Intervention au forum international de la robotique agricole p.28
- Formation agricole : Défendre son projet auprès de fonds de formation p.30
- Chanson - La paysanne (Gaston Couté) p.32



Agenda 2019 p.33

Autres infos p.35

Compte-rendu rencontres francophones RTF 2018 p.37

Les mots croisés de RTF p.43

VOUS AVEZ DIT "RECLAIM THE FIELDS" ?

Qui sommes-nous ?

Nous sommes des paysanNEs, des sans terre et des paysanNEs en devenir, ainsi que des personnes qui veulent retrouver le contrôle de la production alimentaire.

Nous appelons « paysanNE » quelqu'un-e qui produit de la nourriture à petite échelle, pour sa famille ou pour la communauté, et qui éventuellement en vend une partie. Nous incluons également les travailleurSEs agricoles.

Notre but est d'encourager les gens à rester ou à retourner en milieu rural. Nous promovons la souveraineté alimentaire (**définie dans la Déclaration de Nyeleni**) et l'agriculture paysanne particulièrement auprès des jeunes et des citoyenNEs, ainsi que des modes de vie alternatifs. En Europe, le concept de « Souveraineté alimentaire » n'est pas très commun et peut être clarifié par des idées telles que « l'autonomie alimentaire » et le contrôle des systèmes d'alimentation par les communautés au sens large, et non pas seulement les nations ou états. Nous sommes déterminéEs à créer des alternatives au capitalisme au travers d'initiatives et de modes de production coopératifs, collectifs, autonomes, répondant à nos besoins et à petite échelle. Nous mettons nos idées en pratique et nous associons les actions locales aux luttes politiques globales.

Pour atteindre nos objectifs, nous mettons en place des actions et des groupes militants locaux, et nous collaborons avec les initiatives existantes. C'est la raison pour laquelle nous choisissons de n'être pas un groupe homogène, mais bien de nous ouvrir à la diversité des acteurs-actrices qui luttent contre le modèle de production alimentaire capitaliste. Nous mettons en avant les thèmes de l'accès à la terre, de l'agriculture collective et du droit aux semences. Nous renforçons notre impact en collaborant avec des activistes qui agissent sur d'autres thèmes mais partagent la même vision sociale.

Cependant, notre ouverture a ses limites. Nous sommes déterminéEs à reprendre le contrôle de nos vies et refusons toute forme d'autorita-

risme et de hiérarchie. Nous nous engageons à respecter la nature et les êtres vivants, mais nous ne tolérerons jamais aucune forme de discrimination, qu'elle soit basée sur la race, la religion, le genre, la nationalité, l'orientation sexuelle, le statut social ou l'âge. Nous refusons et nous opposons farouchement à toute forme d'exploitation des personnes. Avec la même force, nous agissons avec convivialité, faisant de la solidarité une pratique concrète de notre vie quotidienne.

Nous soutenons les luttes et visions de la Via Campesina, et travaillons pour les renforcer au niveau des jeunes européenNEs. Nous souhaitons partager les connaissances et l'expérience acquises au fil des années de militance et de vie paysanne, et les enrichir avec les perspectives de celles et ceux d'entre nous qui ne sont pas, ou pas encore, paysanNEs. Nous souffrons touTEs des conséquences des politiques et participons à la même lutte.



Et concrètement ?

La participation et l'aide aux initiatives collectives

pour se réappropriier des terres et la production alimentaire :
occupation de friches agricoles, jardins collectifs en ville ou à la campagne,
installations de fermes collectives...:
le faire, en parler et donner envie de s'y lancer !

La participation aux luttes

contre les grands projets d'aménagement capitaliste du territoire

Des actions et soutient aux luttes paysannes d'ici et d'ailleurs.

Pour les semences et l'accès à la terre...
contre les OGM, l'accaparement des terres et les normes industrielles...

Des rencontres à l'échelle locale et à l'échelle européenne,

autour des questions qui nous intéressent : pourquoi des paysan.ne.s ?
Pourquoi autonomie alimentaire ? Comment coopérer ? Comment s'opposer ?
...autour d'échanges de pratiques et de savoirs-faire.

Un bulletin européenne

pour donner des nouvelles de la constellation

Un bulletin francophone (parution irrégulière)

pour donner des nouvelles de la constellation francophone

Un réseau de fermes de compagnonnage (Fourche et champ libre)

Partager et se former sur les pratiques agricoles et l'engagement politique.



Fourche et champ libre

Le compagnonnage Fourche et Champ libre poursuit son petit bonhomme de chemin...

Ce réseau met en lien des paysan.e.s qui considèrent leurs pratiques agricoles comme un engagement politique et des personnes désireuses de se former dans cet état d'esprit. L'idée a germé en 2011-2012, et grandit au rythme tranquille des saisons, sans se presser, sans se lancer dans la croissance effrénée à laquelle notre société pourrait nous pousser. Au départ, il y avait des lieux motivés à accueillir, après il y a eu des personnes intéressées pour se former, et ensuite, on a enfin commencé à synchroniser tout ça, des personnes ont trouvé des lieux, de belles rencontres ont eu lieu.

De si belles rencontres qu'aujourd'hui, ce sont plusieurs des ancien.ne.s compagnon.e.s qui ont donné la motivation à d'autres de poursuivre cette expérience.

Le flambeau passe, les énergies se renouvellent, les lieux prêts à accueillir aussi...
N'hésitez pas à faire passer le mot !

RÉSEAU DE COMPAGNONNAGE AGRICOLE **FOURCHE ET CHAMP LIBRE**



C'est quoi ? Comment ça marche ?

Ce réseau s'adresse à toute personne désirant se former à l'agriculture d'une manière alternative, qu'elle ait de l'expérience ou non. C'est un réseau de lieux expérimentant des modes de vie émancipateurs, basés sur l'agriculture paysanne.

Apprendre au travers de ce réseau c'est avant tout une rencontre et un échange avec des personnes résistant de par leurs modes de vie et leurs pratiques de lutte au modèle agro-industriel et au système capitaliste.

Si la rencontre est fructueuse, la forme et la durée du compagnonnage sont à définir entre les habitant.e.s d'un lieu et le.la compagnon.ne en fonction des attentes de chacun.e.

C'est un outil de réflexions et d'actions pour permettre et encourager l'installation paysanne (collectifs, associations de paysan.ne.s).

INFOS/CONTACTS

fourcheetchamplibre@reclaimthefields.org
www.reclaimthefields.org/fourcheetchamplibre

Des étoiles lancent des appels ou donnent des nouvelles

Chroniques paysannes d'une ferme en lutte

Jardin des Maraîchères à Dijon (21)

Ce texte a été discuté et rédigé, pour Reclaim The Fields, par des personnes cultivant ou ayant cultivé aux Lentillères au sein du Jardin des Maraîchères. Il s'agit donc d'une histoire qui se concentre sur les dynamiques agricoles du quartier, une histoire parmi d'autres...

4 novembre 2018, Dijon

Nous avons quitté hier les montagnes cévenoles pour nous replonger dans l'agitation citadine du samedi soir dijonnais, au terme de sept heures de discussions passionnées. Ces 5 jours de rencontres ont été pour nous l'occasion d'approfondir la réflexion qui agite nos vies : c'est quoi être paysan.ne en lutte, pour nous, aujourd'hui ?

Une des envies qui nous tient et que ces moments partagés au sein du réseau Rtf sont venus renforcer, c'est celle de mettre en récit notre réalité paysanne aux Lentillères. Cette histoire, il nous semble important de la raconter parce qu'elle bouscule à des endroits qui font sens, plus largement, pour penser la question paysanne.

Comment on s'organise ensemble, sur des terres et des fermes, pour nous permettre d'allier production agricole et production de savoirs, productions artistiques, actions et réflexions politiques ?

- Est-ce que c'est possible, enviable, d'être paysan.ne mais pas que ?

- Est-ce qu'on peut imaginer une production agricole collective qui fasse partie intégrante de nos façons d'habiter ensemble un territoire ? - Quels rapports construire avec la ville qui nous entoure ?

- Peut-on concilier vie paysanne et vie citadine ? Comment rester en lutte quand on est tenu.e.s par une réalité agricole ?

- Comment, a contrario, mener une production agricole qui nécessite une certaine projection sur des terres qui peuvent nous être

arrachées ? - L'ancrage paysan est-il compatible avec nos formes d'organisations mouvantes, nos espaces incertains, nos envies de mouvement ?

- De quels outils nous doter pour transmettre nos façons de faire ensemble, nos visions politiques d'un lieu, nos projets maraîchers ?

Dans cette optique, la mise en mots d'une histoire particulière est une arme, parce qu'elle nous permet d'envisager une réflexion à plus grande échelle qu'au cœur de notre seule réalité. Il s'agit pour nous d'une petite pierre ajoutée à l'édifice d'une paysannerie en lutte et en solidarité, qui tente de se donner les moyens de se penser au-delà de sa propre échelle.

Nous espérons que ce texte puisse être débattu, contredit, alimenté, qu'en aucun cas il ne se cantonne à n'être qu'une histoire singulière, isolée, et en cela stérile.

Lentillères ?

Le quartier des Lentillères, ce sont 7 hectares de terres agricoles, les dernières de la ville de Dijon. Il est le fruit d'une occupation pour la défense de ces terres menacées de bétonisation par un projet municipal d'« éco-quartier ». Aujourd'hui, les Lentillères se composent de jardins, individuels et collectifs, d'habitations, d'ateliers divers et aussi de communs (salles de réunions ou de fêtes, espaces de friches ou de promenades). Si la question agricole constitue la base de l'occupation de ces terres, bien des voix s'élèvent aujourd'hui pour affir-



mer tout ce que ce quartier est devenu au-delà de la lutte paysanne. Aussi, dans une perspective de défense de cet endroit, nous nous prenons parfois à rêver d'arracher à la ville la possibilité qu'existe en son sein un quartier autogéré par ses propres habitant.e.s, usagers et usagères.

Et pourtant... Nous qui cultivons actuellement aux Lentillères, nous ne souhaitons pas non plus que la question agricole ne se résume qu'à une lutte parmi d'autres au sein du quartier. De la même façon que c'est l'occupation de terres agricoles qui se trouve à la base de la possibilité d'existence de ce quartier, il nous semble que la question paysanne et la lutte contre l'accaparement des terres un peu partout dans le monde constituent un des fondements de l'autonomie anticapitaliste. Arracher des territoires, exiger la souveraineté alimentaire des peuples, construire des rapports de force conséquents passe, pour une bonne partie de l'humanité, par les luttes paysannes. Et même si nous, à Dijon, ne sommes certainement pas pris.e.s dans les mêmes enjeux de survie, la place que nous donnons ici à ces luttes pourrait constituer un formidable levier pour soulever des problématiques qui dépassent nos seuls intérêts et donner de la force à d'autres, ailleurs, partout.

Jardin des Maraîchères

Nous sommes celles et ceux qui nous occupons de la production agricole sur une des parcelles du quartier des Lentillères, au sein d'un collectif, le Jardin des Maraîchères. Notre objectif est d'alimenter en légumes un marché hebdomadaire à prix libre, marché que nous envisageons comme un outil au service de la défense du quartier dans son ensemble. C'est-à-dire qu'il s'agit avant tout pour nous de créer un moment d'ouverture du quartier sur la ville, un temps d'échange et de discussion, un espace-temps où nous rejoignent d'autres paysanneries amies et hors-

normes (boulange, produits de soin à base de plantes médicinales, légumes issus d'autres terres dijonnaises occupées). Mais le marché, c'est aussi recréer du commun, nous échanger ce que la terre sur laquelle nous habitons a donné, nous retrouver sur la place, chaque semaine, pour partager cette production. C'est une des choses qui contribue à faire de nous un quartier, qui se tient ensemble.

Pourtant nos manières de nous essayer à la paysannerie sont diverses, mouvantes, incertaines. Le collectif du JDM se recompose à chaque saison, et aussi bien souvent en cours de saison. Les personnes qui le composent apportent avec elles leur vision, leurs envies, leur rapport à l'engagement, au travail, à la terre. Nous tentons de nous organiser horizontalement mais à chaque saison, des formes de hiérarchie opèrent, selon le savoir-faire, l'ancienneté, le niveau de présence et d'engagement. Nous sommes régulièrement pris dans la tension entre une volonté de tenir le marché pour tout ce qu'il représente et tous les moments où, ramenées par certain.e.s à une position de simples vendeuses de légumes, nous doutons de la pertinence du maintien de cet espace particulier qui nous confronte à l'échange marchand que nous cherchons pourtant à fuir. C'est le prix de l'ouverture sur la ville, du désir d'aller chercher hors de nos zones de confort, de sortir de l'entre-soi.

Petit historique du JDM

Depuis 2010, les premières terres occupées sont cultivées par un collectif de dijonnais.e.s, le Pot'Col'Le (pour Potager Collectif des Lentillères). Cette composante agricole, toujours active aujourd'hui, regroupe des personnes qui, pour la plupart, n'habitent pas le quartier mais qui cultivent ici pour la défense des terres, l'auto-organisation et l'expérimentation agricole, puis se partagent la production qui en découle. Suite à cette première occupation, de nom-



breuses personnes ont commencé à défricher tout un tas de petites parcelles, seul.e.s, en famille ou entre ami.e.s, qui composent aujourd'hui ce qu'on appelle les Petits jardins, et qui participent tous et toutes à leur manière à l'occupation des terres. En parallèle des occupations agricoles, la friche se constitue peu à peu en base matérielle, terrain de jeu et d'expérimentation pour squatteurs et squatteuses dijonnais.es, apprenti.e.s mécanos, bâtisseuses de cabanes, graffeurs, organisatrices de fêtes sauvages et fomenteurs de possibles divers et variés. De toutes ces dynamiques découleront les premières installations d'habitant.e.s et le début d'une vie de quartier.

En 2012, un petit collectif, inspiré par l'expérience du Sabot à la ZAD, décide de faire le pari de l'installation d'une ferme maraîchère en lutte au sein du quartier. Le défrichage d'une nouvelle parcelle agricole d'un hectare débute, parcelle historiquement cultivée par des maraîchers professionnels, avec ferme et grange attenantes en ruines. Malgré les tentatives de la mairie pour faire échouer le projet (le terrain sera intégralement saccagé à la pelleteuse, ce qui enracinera la détermination plutôt que le découragement chez les squatteurs et squatteuses), dès la première saison le marché est tenu pour écouler la production du JDM.

A partir de là, les saisons s'enchaînent et de nombreuses personnes rejoignent le collectif du JDM, le quittent, s'y essaient à la paysannerie. Le projet prend de l'ampleur, la ferme s'équipe de deux tunnels de 40 mètres et d'une serre à plants, d'un système d'irrigation, d'un micro-tracteur. Le marché s'étoffe, la production de légumes se massifie et se diversifie. On commence à alimenter d'autres projets, à fournir les légumes pour tout un tas de repas de soutien, à en envoyer sur des lieux amis, à soutenir d'autres luttes ou mouvements. Les légumes des Lentillères, dans leurs caisses vertes et jaunes, circulent dans la ville, sont récoltés, échangés, donnés, distribués lors de marchés pirates, ils constituent l'une de nos ressources collectives, une base sur laquelle compter quand on organise quelque chose. De réunion en réunion, les maraîchère.e.s construisent aussi tout un système d'organi-

sation et de pratiques collectives autour du jardin, à base de tableaux et de plans d'assolements, de fiches de répartition des tâches d'arrosage et de cahiers de suivi. En parallèle, le reste de la friche est occupé peu à peu par d'autres composantes agricoles, d'autres lieux d'habitation, d'autres projets collectifs.

Le JDM, pendant ses cinq premières années d'existence, se compose entre autres de personnes qui visent à une installation paysanne future et à qui la friche offre un formidable terrain de jeu et d'expérimentation agricole, une sorte d'espace-test en toute illégalité qui permet à la fois de se tester au maraîchage en conditions réelles, mais en même temps sans paperasses, sans DJA, sans Chambre d'Agriculture, sans engagement au-delà d'une saison. Trois d'entre elles sont aujourd'hui installées ou en cours d'installation. Sans la perspective de parvenir un jour à arracher pour de bon ces terres à la mairie, aucun n'aura pris le risque de tenter une installation officielle ici car, comment faire le pari d'un ancrage paysan durable, d'un projet agricole sur le long terme quand tout peut être détruit demain ?

Depuis deux saisons, le JDM se confronte donc à un nouveau défi. Nous héritons aujourd'hui d'un système agricole qui fait sens à nos yeux, d'une forte envie, à l'échelle du quartier, de maintenir le marché et la production maraîchère, d'une reconnaissance générale de la pertinence d'un projet maraîcher aux Lentillères. Mais paradoxalement, cette incertitude au niveau de l'avenir des terres et la précarité de notre situation fait qu'il n'y a plus, ou trop peu de personnes qui aient le désir de s'installer vraiment sur ces terres comme elles le feraient ailleurs sur des espaces plus sécurisés, malgré le confort d'un système maraîcher pré-existant. Sans parler de nos rapports à l'illégalité, au fichage, à la possibilité imminente d'expulsion et de répression...

Redéfinitions

A quelques-un.e.s, bénéficiant de quelques connaissances en maraîchage et/ou ayant fait partie des équipes précédentes auprès des maraîchers plus expérimentés, nous avons



fait perdurer ce système pendant deux saisons mais nous voyons bien nos limites : manque de connaissances pratiques, manque de temps, manque d'envie peut-être face à l'ampleur de ce que représente en termes d'engagement et de travail une véritable production maraîchère. D'autant qu'il existe une forme de contradiction entre nos engagements multiples, nos désirs de liberté et de voyage, la gestion quotidienne qu'implique le fait de vivre dans un quartier entièrement squatté et la charge de travail et d'attention qu'il est nécessaire de fournir si l'on veut maintenir ce niveau de production, nécessaire à l'alimentation du marché. Aujourd'hui nous avons choisi de poser la question de ce que représente pour nous, à l'échelle de la friche entière, le maintien de cette composante agricole, du marché et de la production de légumes en masse. Que cette problématique sorte du cercle restreint du JDM car elle nous semblait finalement concerner tout le monde. Squatteurs, squatteuses, jardinière.e.s, militant.e.s écologistes, personnes en galère, sans papiers, activistes, nous tous et toutes à qui importe la défense de ce quartier, ou qui y habitons, comment nous organiser ensemble pour maintenir cet outil de production ?

Nous avons choisi de considérer cette production agricole comme un bien commun du quartier dans son ensemble, qu'elle ne se cantonne plus à n'être que le projet de quelques un.e.s, passionné.e.s de maraîchage, en recherche d'espace-test hors-normes. Nous cherchons à repenser cette production comme communautaire, pas dans le sens où elle viserait simplement à alimenter la communauté, mais plutôt dans l'idée qu'il s'agit d'un travail de la terre pour permettre d'accroître l'autonomie de celles et ceux qui l'habitent, par les liens avec la ville que la distribution de ces légumes permet, par le soutien matériel et financier qui en découle, parce que retrouver le sens de travaux collectifs paysans sur nos territoires nous semble faire sens et nous lier plus fortement à cet espace que l'on partage.

Au terme d'un processus collectif de réflexion, nous avons redéfini l'organisation du JDM, de manière à ce qu'elle permette à plus de personnes de s'y impliquer sans pour autant porter sur toute une saison l'ampleur d'une production

maraîchère diversifiée. Il nous semblait pertinent que chacun.e puisse se sentir libre de formuler un engagement à la hauteur de ce qu'il ou elle puisse fournir, selon ses envies, ses compétences et ses objectifs. Qu'il ne s'agisse plus tant « d'en être » ou pas, mais plutôt de trouver sa manière de s'impliquer et comment. Plusieurs composantes du JDM ont vu le jour :

Le maraîchage diversifié

C'est la composante principale, celle qui se chargera durant la prochaine saison de la mise en culture d'une grande partie de la parcelle du JDM avec les outils pré-existants du collectif (tunnels, tracteur, serre à plants, irrigation, outils d'organisation collectifs). En font partie à la fois des personnes n'ayant aucune expérience du maraîchage, d'autres n'ayant jamais cultivé sur ce système mais ayant un bagage technique, d'autres encore qui font partie de l'équipe du JDM depuis plusieurs saisons. L'envie partagée au sein de ce groupe, c'est d'avoir une attention forte à la transmission et à l'appropriation de savoirs-faire paysans. C'est aussi de se laisser des possibilités d'expérimentation, par la volonté de mener une grande partie des cultures sans l'aide d'intrants d'origine animale par exemple.

Les grandes cultures

Pour permettre au maraîchage diversifié de passer à une mise en culture plus expérimentale tout en maintenant la possibilité d'existence d'un marché hebdomadaire, nous avons pris la décision de déplacer une partie des cultures sur une nouvelle parcelle d'un demi hectare, défrichée en 2017. Un autre collectif se chargera d'y produire quelques variétés en masse, pour assurer un fonds de légumes disponibles, à la fois pour le marché mais aussi pour répondre aux diverses demandes à l'année. Quelques personnes se chargeront de la planification des cultures, avec l'idée de favoriser au maximum les journées de chantier collectif pour la plantation, les récoltes, le désherbage. Ces journées, nous les voyons comme des moments de contribution de l'ensemble de la communauté à la production de légumes pour la défense des terres que nous habitons et cultivons ensemble.

Marché et marchés pirates

Nous envisageons que la tenue du marché hebdomadaire comme l'acheminement des légumes vers la ville et d'autres lieux de lutte (marché pirates en ville, sur les piquets de grève, lors de mouvements sociaux, sur des lieux amis) soient portés par d'autres personnes qui ne souhaitent pas nécessairement travailler directement les mains dans la terre. Que des groupes soient prêts à se saisir de la production pour s'en servir directement ailleurs, où cela fait sens, la distribuer avec infokiosque et tracts à l'appui. Que ceux et celles qui sont plus à l'aise avec leur stylo ou leur parole puissent de la même manière que celles qui sèment contribuer à la défense des terres.

Liens avec l'extérieur et réflexion paysanne

Enfin, nous avons estimé que la lutte paysanne devait également exister par le lien entre nous et d'autres réalités agricoles plus lointaines, différentes, dans la proximité immédiate de Dijon. Comment réfléchir ensemble à ces questions, inventer des formes de convergence et de solidarité, abolir la frontière invisible qui nous constitue comme « faux paysans », illégaux, hors-normes et hors-système, face à d'autres, entrés « dedans », en prise avec la MSA et le contrôle de l'État ? Cette frontière est-elle pertinente ? Ne sommes nous pas tous et toutes, avec les moyens qui sont à notre portée, des paysans, qui tentons de cultiver nos autonomies, en prise avec les territoires que nous habitons ?

Décloisonner

Par cette tentative de repenser le JDM en termes de composantes complémentaires et interdépendantes, nous cultivons le désir à la fois de nous impliquer tous et toutes à notre manière dans la lutte pour la défense de ces terres dijonnaises menacées, mais aussi d'amorcer une réflexion autour de la réalité paysanne aujourd'hui. Comme en miroir, les problématiques qui nous traversent éclairent, il nous semble, un certain nombre de problé-

matiques qui se posent dès lors qu'on réfléchit l'installation agricole, collective ou non, en proximité de la ville ou à la campagne, en lutte de quelque manière que ce soit. Laisser de la place à l'expérimentation et à la transmission tout en maintenant un certain niveau de productivité, se réserver du temps libre pour ce qui fait le reste de nos vies, être à la fois dans les champs et sur les lieux de distribution de nos productions, continuer à prendre le temps de penser nos formes d'organisation, créer du lien avec d'autres, s'organiser ensemble, entrer dans des logiques d'entraide plus que de concurrence, se rapporter à la ville...

Nous espérons que les suites de notre histoire nous donneront à tous et toutes du grain à moudre, que nous puissions nous inspirer les un.e.s les autres, que nous en ressortions plus fort.e.s. Bel hiver, ici et ailleurs.

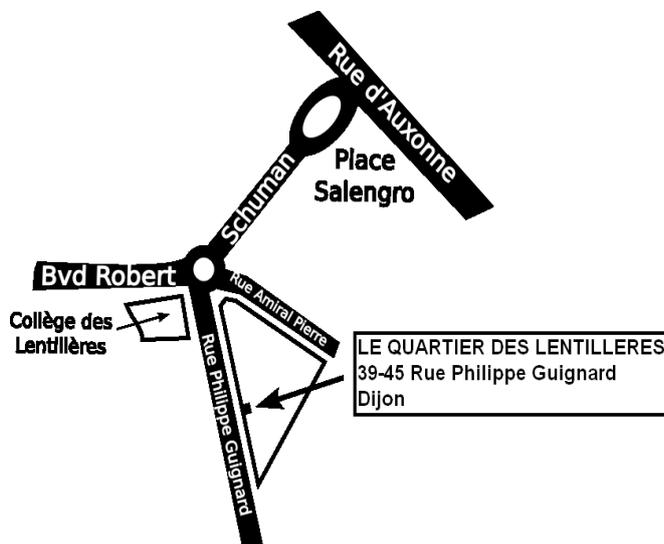


Contact

Vous pouvez nous contacter à cette adresse : [tierraylibertad\(chez\)potager.org](mailto:tierraylibertad(chez)potager.org)

Où nous rejoindre directement sur place. Les marchés ont lieu le jeudi de 17h à 19h, de juin à novembre. Les soirées et concerts se déroulent au Snack Friche (8 rue A. Pierre) ou à la Grange Rose (45 rue P. Guignard).

N'hésitez pas à venir vous promener hors de ces moments festifs ! (Tout en ayant en tête le respect des personnes qui habitent sur place).



Nouvelle ferme sur le Plateau de Millevaches dans la creuse (23)

Depuis 2011, La Loutre par les cornes s'agite dans un hameau creusois, en proposant des activités paysannes et culturelles, essayant de créer un espace où les imaginaires se rencontrent...

Ce lieu a fini d'exister en avril 2018, toujours dans la fête !

Aujourd'hui, un nouvel endroit est en construction, toujours sur le Plateau de Millevaches, il fait suite à une petite lutte pour redonner sa vocation paysanne à une ferme, accaparée par une grosse compagnie d'assurance qui pratique la culture industrielle de sapin.

Depuis mai, s'enchaînent chantiers de construction, de rénovation et quelques fêtes. 3 hectares

de douglas ont été remplacés par un champ de sarrasin, et cet hiver, les premiers arbres fruitiers ont été plantés.

Le projet est de continuer d'entremêler un endroit accueillant, proposant à la fois des activités du type concerts, discussions, ateliers divers, kiosk de la Loutre, chantiers de construction et des activités paysannes (vergers et maraîchage) qui seraient portées par une association.

Pour être tenu au courant des divers chantiers et activités à venir, ou juste passer nous voir, il suffit d'envoyer un p'tit mail à :

laloutre@millevaches.net

<http://laloutre.millevaches.net/>

Des nouvelles de Rocalet dans le tarn (23)

Après une demie année de négociations, de réunions facilitées, de détérioration des relations humaines, le collectif de la Terre des Louves à Rocalet se sépare en deux avec une partie des résident.e.s qui décident de quitter le projet. Donc, à partir du printemps ceux qui restent et d'autres personnes qui se sont montr.e.s intéressées vont refaire un autre (ou des autres) collectif(s) sur des bases similaires mais un peu différentes.

On aimerait que Rocalet soit un laboratoire d'un village écologique, féministe et éclectique, et qu'il soit aussi une communauté résiliente et intentionnelle.

Le lieu se situe dans une forêt dans l'Est du Tarn- de châtaigniers, de chênes, de frênes, et d'autres espèces - qui comprend 39 hectares de montagne face au sud – dont 8 hectares de belles vieilles terrasses en pierres. Il y a une maison principale, une énorme et très belle grange qu'on a retapée avec l'aide de beaucoup de personnes (un grand merci à tout le monde), d'autres dépendances, des habitats divers, et une autre bâtisse à rénover. L'envie actuelle est que ce petit hameau devienne un village à travers cette petite montagne.

Actuellement, il y a trois espaces de potager qui font un total de 400-500m² avec d'autres petits jardins et un verger de 45 arbres. Il y reste, bien évidemment, encore de la place pour cultiver.

Ceci est donc une invitation à venir réfléchir, à s'inspirer, à expérimenter, à échanger et surtout à proposer des projets particuliers et venir y vivre !!! Parmi d'autres idées, on verrait bien un troupeau de brebis/chèvres/vaches, des équidés pour faire de la traction animale pour nous aider à faire le bois, des jardinier.es, des cabanes construites et camouflées dans la forêt, des habitats troglodytiques, des personnes avec des connaissances/envies en ingénierie pour expérimenter et fabriquer des éoliennes et de l'énergie hydraulique avec la rivière à 200m, et bien d'autres projets !

Contactez-nous

ourchoice@riseup.net (Max)

gumnut@riseup.net (Melanie)

Et venez nous rendre visite au printemps dans la partie du Tarn qui reste encore un peu sauvage!

Max

Création d'un lieu de résistance en face de Monsanto, dans l'Aude (II)

Bonjour,

Je cherche des gens intéressé-e-s pour m'aider dans ce projet assez simple :

Acheter la parcelle de 3000m² de terrain nu en face de Monsanto à Trèbes (Carcassonne) afin d'y créer une maison de résistance, point de convergences des luttes de France et ailleurs (Bure, THT, MUOS en Sicile, Tav en Italie et j'en oublie plein...)

Le propriétaire est entièrement d'accord et ne souhaite vendre qu'à des personnes qui luttent contre Monsanto (et son monde).

Je ne sais pas encore à quel prix il la cédera (indivision entre 3 frères et sœurs) mais vraiment pas cher entre 3000 et 5000 euros (peut être moins ou plus à nous de le convaincre m'a-t-il dit).

L'idée : Trouver du soutien juridique pour monter un achat qui soit bétonné (hahaha) afin d'effectuer un achat qui ne serait pas « une propriété privée » (exemple baluet, kraken, l'amassada...) pour éviter les luttes de pouvoir ET également pour essayer de se défendre juridiquement ou pas (imaginons que 2000 personnes en soient propriétaires...il va falloir trouver un grand gymnase pour en organiser le procès s'il doit y en avoir).

Le but : A décider ensemble, mais disons pas une lutte frontale et illégale, plus une base intéressante pour ensuite faire de jolies choses (terrain de la mairie tout autour d'ailleurs pour ceux que ça intéresse...), s'organiser, se rencontrer, créer des initiatives intéressantes, des opérations de soutiens diverses pour d'autres luttes...

Je peux à titre individuel poser 2000 euros sur la table, à nous de trouver le reste. Je peux monter le dossier juridique pour l'achat mais il va me falloir vraiment des coups de mains de camarades juristes et avocat-es (rémunéré-es pour une fois) mais je ne peux rien faire seul-e et je n'y vois pas le sens.

Cette idée émerge d'un mini mouvement gilets jaunes que j'ai rencontré qui occupait ce terrain, où je suis allé en pensant que sous cette lutte il y aurait peut-être une alliance à faire, des points communs à trouver, mais l'occupation s'est tout simplement auto-sabotée à cause de l'égo surdimensionné des personnes plus ou moins référentes de cette occupation et de leurs inexpériences ainsi que d'un manque profond d'esprit collectif et d'écoute (soudé moi ça d'une once de sexisme intégré et vous avez un beau gâchis...).

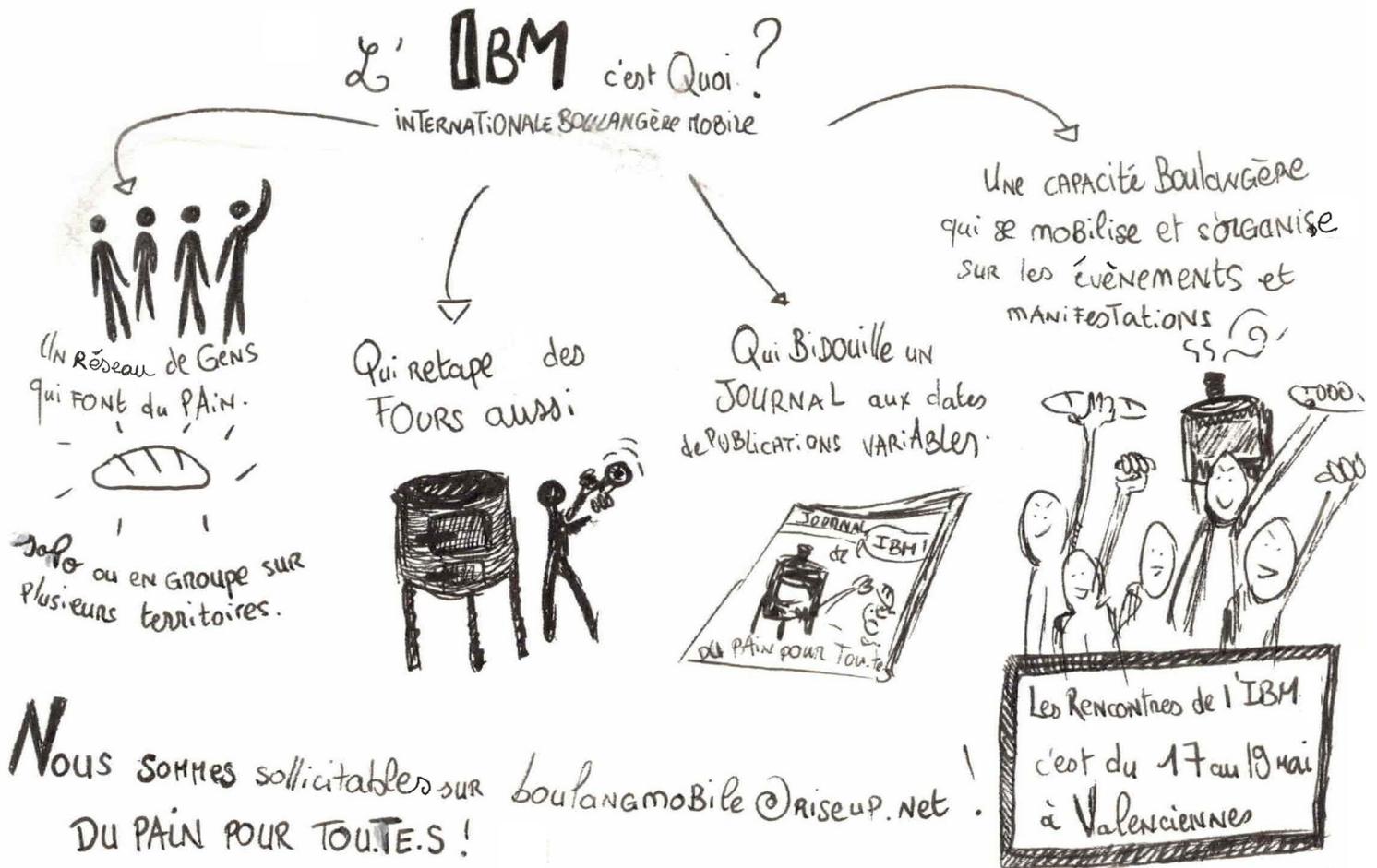
Mais comme je n'aime pas rester sur un échec, j'espère pouvoir créer un nouveau groupe de personnes plus ou moins affinitaires qui cherchent vraiment un fonctionnement collectif mais pas fermé et rigide, sans trop d'autorité, réfléchissant aux discriminations et oppressions diverses sans être parfait-es, luttant contre les chef-e-s, organiser juste ce qu'il faut et dans la bonne humeur (oui oui je sais c'est optimiste mais il en faut).

En espérant vous rencontrer et créer du lien, ce serait cool de se voir en janvier par exemple.

aloua@riseup.net



L'IBM c'est quoi?



Témoignage sur la lutte des Bassines (79) « La démocratie, ça fait du bruit ! »

Le lundi 19 novembre 2018, une grosse soixantaine de manifestants avec instruments manufacturés ou bricolés, bassines en plastiques et casseroles en fonte se tenaient debout face à la cour intérieure de la préfecture des Deux Sèvres. J. a pris le temps de rappeler le nombre de tonnes de pesticides déversés dans le département pour cette année 2018 (soit 1030 tonnes, et donc 27ème département sur la question, dans le classement national) et proposa une minute de silence pour commémorer la mort de notre biodiversité. Si ce monde se retrouve là, c'est parce qu'ils ont répondu à l'appel de collectif citoyen « Bassines Non Merci ! ». Malgré la cacophonie, le protocole se rédige dans les salles chauffés aux triples vitrages de

la préfecture. Écarté des discussions, le collectif Bassines Non merci s'est rassemblé pour faire du bruit sous les fenêtres de la salle de réunion de la préfecture, à défaut de ne pas être à l'intérieur.

« No Bassaran »

Bassines Non Merci est un collectif citoyen qui sévit depuis quelques années en Poitou Charentes et qui a pour but d'ébruiter un sombre travail, collectif et procédurier d'accaparement des ressources en eau. Depuis une dizaine d'années, ce groupe constitué d'élu.e.s, de citoyen.ne.s et d'associations de protection de l'environnement se réapproprie les rapports des

expert.e.s, multiplie les recours administratifs, les supports de communication, et les grosses mobilisations inspirées des rassemblements de la ZAD. Le but est de contrer la construction de 19 bassines autour des bassins de la Sèvre Niortaise et du Mignon, initié par la Chambre d'agriculture et par la Coopérative de l'eau des Deux Sèvres (environ 220 agriculteurs). Le but étant de pomper et stocker 8,6 millions de m³ d'eau.

Face aux dérèglements climatiques, les grandes filières de l'agro-alimentaire *Mais Pioneer* et autres grandes filières de légumiers tel que *Bonduelle* et *Cassegrain* sont à la recherche d'espace où pouvoir assurer leurs productions. Les abords du marais poitevin, la 2ème zone humide de France, semblent être un paysage de choix, où l'on peut monter des projets qui souhaitait être financés par 70 % d'argent public et bénéficierait à 12 % des agriculteurs de la zone concernée.

« Je ne veux pas que mon eau traverse l'Atlantique par le port de la Palisse ! ».

Après de multiples actions et discussions, la Région Nouvelle Aquitaine décida, en juin dernier, de ne pas contribuer au financement des Bassines, admettant que les Bassines aura une gestion quantitative non qualitative de l'eau; cela déplaça les enjeux et obligea les différents acteurs à se repositionner. Un semblant de victoire s'annonçait. Est-ce la chanson de Captain Pigouille « Stopper les tuyaux » ou les petites ballades en barque avec les militants du collectif qui ont décidé Alain Rousset ?

« C'est un déni de démocratie »

Depuis le mois d'octobre, les alliances politiques mutent, les soutiens se déplacent. Le projet est revu à la baisse : 16 bassines pour 6,8 millions de m³ d'eau stockée. Isabelle David (la préfète) et Delphine Batho (députée des Deux Sèvres et présidente de Génération Ecologie), ayant soutenu la mobilisation jusqu'ici retourne sa veste et travaillent à accélérer le projet. Une concertation est mise en place très rapidement, comprenant une vingtaine d'interlocuteurs (associations, maries, élu.e.s., coopératives) excluant le collectif Bassines Non Merci. Face aux nombreux points d'alertes que ce projet implique, un protocole peu ambitieux est

rédigé ayant pour but de réguler l'utilisation de l'eau dans l'agriculture, applicable à tous les acteurs, irriguant ou non. Des préconisations, des fausses bonnes intentions, un listing de mesures environnementales incitent les agriculteurs mais n'impliquent aucune réelles obligations de résultats. A partir de 2019, les projets de cette envergure auront la nécessité de mettre en place un projet de territoire, beaucoup plus procédurié, il était donc nécessaire qu'avant Noël, les choses soient bouclées.

Le lundi 17 décembre, à la lecture du protocole, la région Nouvelle Aquitaine juge satisfaisantes les préconisations écologiques que le texte incite, malgré l'absence d'objectifs chiffrés, et vote son accord à la mise en place du protocole. La région soutiendra donc le projet à hauteur de 15 millions d'euros, sur les 40 millions total.



« Des Palisses ! Pas la police »

Le mardi 18 décembre, à 8h30, les membres du collectif *Bassines Non Merci* vident leurs camions devant la préfecture : branchages, bannières, brasero. Le but est de bloquer l'entrée et d'empêcher que la réunion ait lieu. Plusieurs manifestant.e.s sont cadenassé.e.s aux grilles de la préfecture. A 10h, les signataires (Agence de l'eau Loire/Bretagne, la COOP de l'eau départementale, Delphine Batho, la FDSEA, ... mais aussi Nature Deux Sèvres Environnement et la Coordination de défense du marais poitevin) ont pris la décision de reculer la réunion.

Quelques minutes plus tard, la gendarmerie, quatre CRS et la BAC nous rejoignent, mettent en place un barrage afin de permettre l'entrée par la petite porte des signataire.s, brutalisant



quelques manifestant.e.s au passage (plaquage au sol et lacrymogène). Le protocole, qui devait être le fruit d'un consensus, est signé au bout de trois heures malgré l'opposition de communes, du Groupe Ornithologique des Deux Sèvres, de la Confédération Paysanne et de la Fédération de pêche départementale qui avaient pourtant participé aux concertations de l'automne.

Dans l'ancienne région Poitou Charentes, de nombreux projets de Bassines sont dans les tuyaux, entre 100 et 150 à ce jour. Une lutte similaire se structure dans la Vienne. Cette ges-

tion territoriale de l'utilisation de l'eau inspire et s'étudie progressivement à l'échelle européenne. A l'heure d'aujourd'hui, il y a encore beaucoup d'opacité sur le temps que va prendre la mise en place des projets. Bien que les constructions des 16 bassines seront éparpillés sur le territoire, le collectif reste vigilant et souhaiterait mettre en place une occupation pour empêcher le commencement des travaux.

B.

Infos à suivre sur :
www.bassinesnonmerci.fr

Maxmur, Fleurir au Désert - Camp de réfugié.e.s au Kurdistan

Maxmur, Fleurir au Désert est un documentaire sur un camp de réfugié.e.s politiques au Kurdistan irakien.

A 70 km au sud de Mossoul, des kurdes chassé.e.s de Turquie s'organisent selon le paradigme du « confédéralisme démocratique ». En plein désert, depuis plus de vingt ans, 12 000 personnes défendent, armes à la main, leur autogestion.

Elles y développent un système qui part du bas, fait d'assemblées populaires, où le pouvoir décisionnel des femmes et des jeunes est particulièrement important.



Ce film est mis à disposition gratuitement et peut être projeté partout.

Il suffit d'envoyer un mail à nazerbrun@protonmail.com pour le recevoir.

Deux documentaires sonores sur le mouvement des femmes kurdes sont aussi disponibles. Dans la mesure du possible et si cela intéresse, les co-réalisateurs peuvent se joindre aux projections-débats.

Des nouvelles de l'Ecotopia Biketour



Le cyclo-tour Ecotopia est un tour à vélo à travers l'Europe organisé chaque année depuis 1990. Il est autogéré par un collectif international de cyclistes qui militent dans l'action écologique et sociale. Pendant le cyclo-tour, nous visitons des projets et lieux qui s'attaquent aux problèmes environnementaux et sociaux, et pratiquent du militantisme/activisme et/ou des formes de vie respectueuse de l'environnement. Nous cuisinons de la nourriture vegan, les décisions se font au consensus et nous souhaitons autant que possible organiser des ateliers de transmission de savoirs et savoir-faire.

Le cyclo-tour Ecotopia s'adresse à quiconque est intéressé.e par l'idée de voyager à vélo, vivre en communauté, bricoler/DIY, se poser des questions sur l'écologie et apprendre par l'expérience. Si ces sujets te parlent, nous t'invitons à nous rejoindre!

Le groupe est généralement constitué de 20 à 40 cyclistes. La plupart participent entre 2 semaines et 2 mois, et c'est souvent leur première ou deuxième fois. Nous voyageons rarement tou.tes ensemble, normalement quelques un.es d'entre nous partent tôt le matin et flèchent la route à la craie. Les autres suivent ensuite en petits groupes à leur propre rythme. Chaque étape est calculée afin que tout le monde puisse suivre avec n'importe quel type de vélo. Ne t'inquiète pas si tu n'as jamais voyagé à vélo auparavant.

Nous essayons de créer un environnement autogéré, c'est-à-dire sans hiérarchie, en faisant circuler les responsabilités, partageant nos savoirs et en respectant les besoins individuels. Chacun.e peut s'inscrire pour

les tâches quotidiennes (faire la cuisine, rouler avec une cariole, flécher la route, etc) mais chacun.e est libre de décider personnellement la mesure de sa contribution. Tous les 2-3 jours, nous faisons un tour de ressenti (comment ça se passe etc) et prenons des décisions au consensus. Créer un tel environnement autogéré et non-discriminant fait partie de nos valeurs fondamentales.

Nous cuisinons ensemble sur des réchauds à bois, portons tou.te.s notre équipement et essayons autant que possible d'acheter de la nourriture bio et/ou locale et de faire de la récup'. Nous encourageons une participation à prix libre à la hauteur de 3 à 5 euros par jour, chacun.e selon ses moyens, si quelqu'un.e ne peut pas donner autant il.le est également bienvenu.e.

La région du tour de 2019 va être décidée pendant la réunion hivernale. Pour le moment on a deux propositions :

1. Belgique - Pays Bas - Nord de la France - Nord-Ouest de l'Allemagne + Angleterre, Pays de Galles, Ecosse, Irlande
2. Slovaquie - Hongrie - Roumanie - Bulgarie - Balkans

Pour le moment, ça reste encore très vague et nous allons préciser la route par rapport aux projets et événements chouettes qu'on trouvera dans la région choisie.

Alors, si tu as des questions ou des recommandations pour des projets, des groupes ou des événements à visiter sur le chemin, ou si tu veux aider à l'organisation du tour, merci d'écrire à 2019@ecotopiabiketour.net ou de t'inscrire à notre lettre électronique sur la page internet www.ecotopiabiketour.net



Hissons les voiles vers Lisbonne contre Vinci



« Dimanche dernier, des voiliers et des dizaines de gens se sont rassemblé.e.s à Lisbonne pour une action surprise en défense de l'estuaire du Tage et contre le nouvel aéroport de Lisbonne.

Pendant qu'au sommet du climat en Pologne on continue le "business as usual", deux voiliers ont mouillé devant le centre ville et ont débarqué au Terreiro do Paço, lors d'une action intitulée "Hisser les voiles pour l'estuaire du Tage! Non au nouvel aéroport du Montijo".

En plein centre touristique, des dizaines de gens ont joué des percussions, distribué des tracts sur le projet et les ses impacts, montré et chanté des mots d'ordres tels que "Aéroport ? Tage mort ! ", "Plus de de voiliers, moins d'avions", "Vinci partout? Zad partout ! ".

Une action pour rappeler qu'une des grandes richesses de Lisbonne est cet estuaire qui est un des plus importants de l'Europe occidentale ; un vrai paradis de biodiversité bien plus ancien que la ville. La qualité de vie des populations actuelles et futures devrait être au coeur des préoccupations des pouvoirs publics plutôt que la volonté de verser toujours plus de béton, d'atti-

rer toujours plus de low-cost, d'amuser toujours plus de touristes.

Les voiliers de l'association LiberBed sont venus depuis la Bretagne, la région où est née la ZAD et où on a réussi à arrêter la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Un méga projet de Vinci – qui a racheté la compagnie publique Aéroports de Portugal lors de "la crise" en 2012.

Les militant.e.s se sont solidarisé.e.s avec la lutte de la population de Montijo, et des membres de la Plateforme Cívique Aeroporto BA6 – Montijo Não

<https://plataformacivicaba6nao.pt> ont rejoint l'action.

Partout dans le monde les gens sont en train de se mettre ensemble pour résister à l'augmentation de l'aviation -

<https://stay-grounded.org> – et proposer des modes de transports, une société, et une économie plus juste et écologique. »

Des nouvelles de Roybon : Le jugement dernier encore une fois repoussé

Mercredi 21 novembre, le Conseil d'Etat a rendu son verdict concernant le recours de Pierre&Vacances contre la cour d'appel de Lyon qui avait jugé la construction du Center Parcs illégale. Le Conseil d'Etat considère que la cour de Lyon doit rejuger l'affaire. Comme l'impression qu'ils font durer ce petit jeu juridique, depuis le premier jugement négatif pour Center Parcs, à Grenoble, en juillet 2015... ça aurait pu être la décision décisive, cette fois-ci, mais non, toujours pas, alors c'est reparti pour un tour! La cour de Lyon se penchera sur le dossier en 2020, selon les médias, alors nous avons le temps, à c'qu'on dirait...

Ce jugement pourrait être favorable à Pierre&Vacances s'il leur laisse le temps (encore!) de consolider leur dossier et d'argumenter sur la question des zones humides, domaine où il semble avoir déjà pas mal magouillé. Mais il laisse aussi aux associations d'opposition la possibilité d'exposer à nouveau l'ensemble de leurs arguments, et de les réaffirmer. Difficile

donc, comme toujours, d'anticiper sur le résultat du jugement... D'autant plus que cette affaire, pensons-nous, révèle un peu plus à chaque péripétie son caractère éminemment politique et exemplaire (car le cas du Center Parcs de Roybon est crucial pour la question de la protection juridique des zones humides en général).

Enfin bref. Que continue la bataille juridique, donc. Celles et ceux qui ne s'en tiennent pas à ça sont toujours prêt.es à (ré)agir, également. L'occupation et la lutte continuent.



Vous êtes toujours les bienvenu.es sur zone pour aider à améliorer les cabanes pour l'hiver, passer dire bonjour, etc.

A bientôt dans les bois, ou ailleurs !

zadroybon.wordpress.com

Le 7 décembre 2018



Quelques textes glanés dans les champs

L'accaparement des terres est criminel

article de Nicolas Sersiron

L'accaparement de terres est l'achat par des financiers étrangers, (en complicité avec les pouvoirs locaux) de sols agricoles ou de forêts sur lesquels vivent et se nourrissent des peuples indigènes. Au cours de la dernière décennie, les surfaces de terres accaparées ont couvert 30 millions d'hectares, (plus que la surface agricole française), et le mouvement est loin d'être terminé. Les plantations de palmiers à huile sont responsables d'une grande partie des accaparements de ces dernières années. La croissance des investissements des fonds de pension états-unis dans les terres agricoles est spectaculaire. En plus, les structures offshore et les flux financiers illicites jouent un rôle important dans les opérations actuelles. Les communautés sont les premières à remarquer que les sociétés qui achètent sont souvent plus intéressées par le blanchiment d'argent, l'évasion fiscale ou le vol des économies des gens que par l'agriculture. Ces quelques lignes sont extraites d'une grande analyse sur les accaparements de l'association GRAIN [1].

Éthiopie, un exemple terrible parmi tant d'autres Au cours des années 2010 [2], dans la région de Gambela en Éthiopie, 225 000 paysans Nuers et Anuaks ont été contraints par la force publique de quitter leur territoire de vie pour être vilagisés. De petites maisons avec des surfaces de terres peu fertiles, insuffisantes pour les nourrir, sans titre de propriété et souvent sans eau pour le bétail, sont devenues leur nouvel espace de « vie ». Certains ont choisi, ont été contraints à l'exil vers les bidonvilles des grandes agglomérations, comme par exemple celui de Nairobi au Kenya. Qu'ils restent ou qu'ils partent, ce sera la misère. « En 2009-2010, Karuturi Global a obtenu l'allocation de 300 000 hectares en Gambela et ailleurs en Éthiopie pour des projets agricoles. L'investisseur n'a pourtant jamais cultivé plus de quelques milliers d'hectares. [3] » Au Kenya il a fait faillite, ce prédateur indien

doit quitter l'Éthiopie. « Les communautés locales ont compris qu'elles s'en tirent beaucoup mieux sans les investissements de l'entreprise et ses vaines promesses d'opportunités d'emploi, d'autres avantages économiques et de sécurité alimentaire. [4] » Ce mouvement d'accaparement des terres, avec ses drames sociaux et ses catastrophes environnementales, est pourtant très ancien.

Les enclosures, naissance de la privatisation des terres nourricières

Les premières dépossessions, nommées « enclosures », ont eu lieu en Angleterre dès le 16^e siècle. Instituées par la royauté, elles avaient pour but d'isoler des parcelles de terres agricoles communales pour les privatiser. Les nouveaux propriétaires devaient les clore avec des murs ou des haies et les cultiver pour y faire des productions commerciales. Certains estiment qu'en instituant la propriété privée des terres, le mouvement des enclosures est à l'origine du capitalisme. Il provoquera l'appauvrissement des villageois par l'amenuisement des surfaces de terres communales et des « vaines pâtures ». De fréquentes révoltes se produiront, celle de Norfolk en 1549 sera matée dans le sang. De nombreuses femmes, très engagées dans la résistance à la dépossession des communs, seront poursuivies pour sorcellerie [5]. Le grand exode vers les villes fera de l'Angleterre le pays le plus urbanisé de son époque. Les bras pour la révolution industrielle du 19^e siècle ont été ainsi rendus disponibles. Dickens, dans ses romans, témoigne de la misère qui sera ainsi créée.

C'est à la même époque que les européens partiront à la conquête de l'Amérique du Sud et ensuite de l'Amérique du Nord. Cette colonisation, commencée par Christophe, le bien nommé, Colomb (pour colonisateur), s'étalera sur plusieurs siècles. Le plus grand accaparement de

terres de tous les temps, aboutira par assassinats, génocides ou maladies, à la disparition de 100 millions d'amérindiens, selon certains auteurs. Aujourd'hui les grands propriétaires terriens (Brésil, Argentine, États-Unis, Canada), qui possèdent des dizaines de milliers d'hectares, grands exportateurs de soja, maïs, blé, viande, etc., sont les descendants des colons blancs européens. Sans oublier les fermes d'Australie s'étalant sur des dizaines de milliers d'hectares avec le triste sort réservé aux aborigènes.

La crise de 2008 et les faux prétextes des accaparements

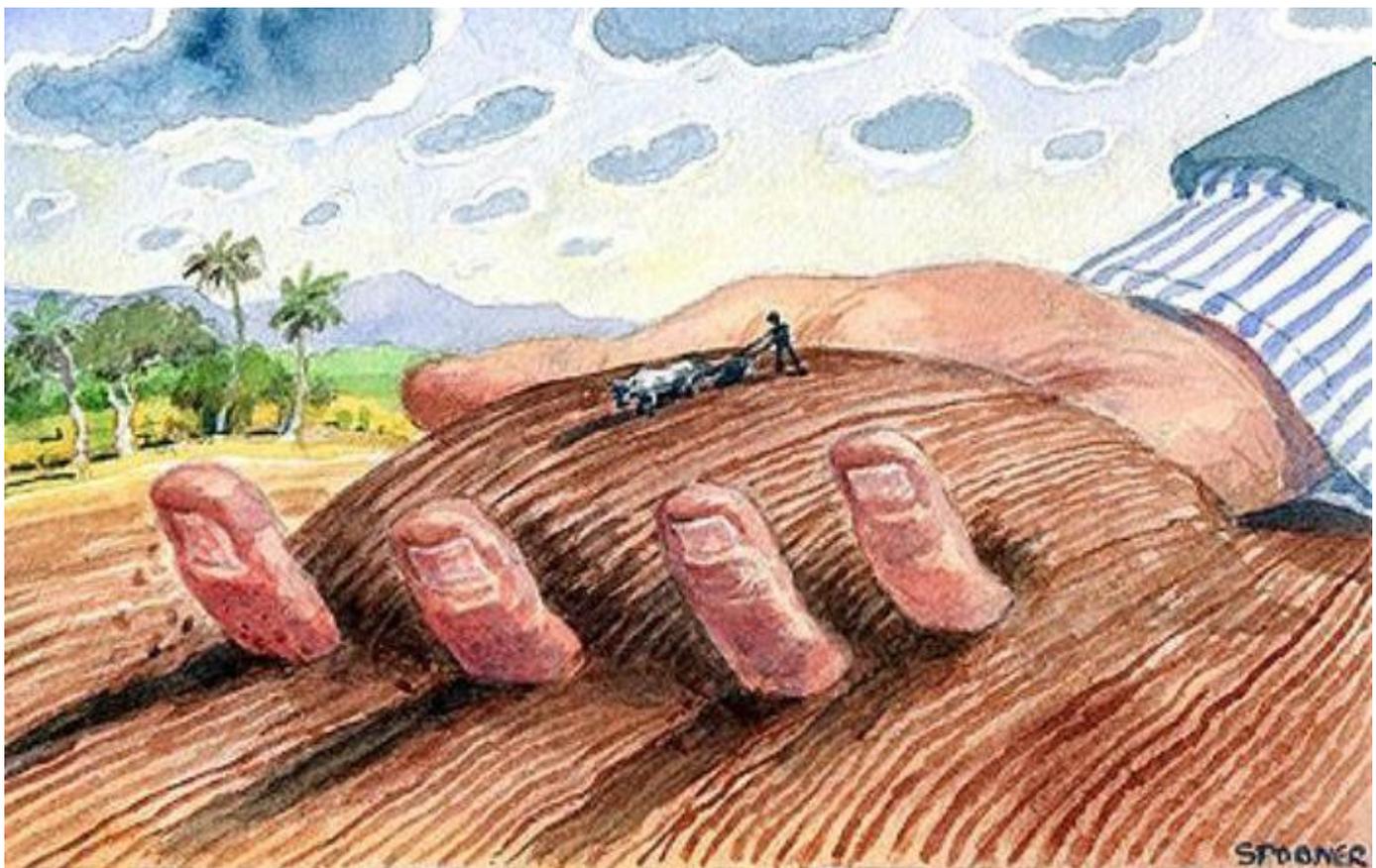
Face au crash des investissements traditionnels dans l'immobilier, le rush des spéculateurs sur les denrées alimentaires a été spectaculaire. Résultat le prix des céréales de base a été multiplié par deux, voire trois. Ce qui a provoqué de grandes émeutes de la faim en Égypte, Maroc, Indonésie, Philippines, Haïti, Nigeria, Cameroun, Côte d'Ivoire, Mozambique, Mauritanie, Sénégal, Burkina Faso... Jean Ziegler, dénonçait alors la « destruction systématique des agricultures vivrières ».

Cette crise a aussi été le déclencheur d'une nouvelle ruée sur la terre. La spéculation/dé-

possession supplante alors le droit à la vie. « On voit ainsi se mettre en place toute une financiarisation de la chaîne de production alimentaire à l'échelle mondiale. [6] »

Cette dépossession des paysans pratiquant une agriculture familiale de subsistance utilise l'alibi de l'apparente non mise en culture des terres communes, alors que ces derniers ne font que respecter le cycle des saisons. En 2017 en Éthiopie, le gouvernement explique : « Nous allons inviter des investisseurs qui lanceront des cultures commerciales. Vous n'exploitez pas bien les terres. Elles restent inutilisées. [7] » Alors au nom du progrès et de l'efficacité, une agriculture industrielle exportatrice doit remplacer l'agriculture et l'élevage familial auto-consommateur, respectueux de la nature, dont les surplus sont vendus sur les marchés locaux, donc sans profit pour les élites locales, souvent corrompues, et les détenteurs de capitaux mondialisés.

Pourtant, selon une décision de la Cour Internationale de Justice de 2016, « les cas d'accaparement des terres systématiques et suffisamment graves dans leurs conséquences peuvent être portés devant la justice comme crimes contre l'humanité. [8] » On est là face à une nouvelle conquête de type colonial, un



renouvellement d'une forme de pillage extractiviste dans lequel les terres sont assimilées à de simples puits à profit, un autre genre de mines à ciel ouvert. L'installation de monocultures avec machines agricoles et fertilisants chimiques les videront rapidement de leur fertilité. Chasser les peuples qui ont préservé la ressource et respecté l'environnement est un « détail de l'histoire » pour les accapareurs. La lecture de la lettre des riverains chassés par les plantations de l'entreprise Socfin-Bolloré au Cameroun permet de comprendre leur résistance active et la catastrophe produite [9]. Surtout si l'on sait que Paul Biya, le dictateur au pouvoir depuis 36 ans, vient d'être réélu en 2018 pour 7 ans avec le discret soutien de la France.

De la redistribution à l'accaparement, l'illégitimité des privatisations

A travers la question de la dépossession des terres collectives, il apparaît clairement que la dé-communisation, la privatisation, légalisée par des parlements et des gouvernements, n'a jamais été légitime, car elle n'a pas été faite dans l'intérêt général. Les pillages extractivistes n'ont pu exister qu'en privilégiant des intérêts particuliers sur ceux du reste de la population, une constante du capitalisme. Même s'il y a eu de grandes réformes agraires (redistribution des terres) en France au moment de la révolution, en Chine, en Inde, à Cuba et dans bien d'autres pays, aujourd'hui un mouvement inverse avec les accaparements et agrandissements de fermes est en cours. Cette privatisation des terres a soutenu l'industrialisation agricole et permis à l'agroalimentaire de devenir le plus grand lobby planétaire. De l'amont avec les semences brevetées, engrais chimiques, pesticides, machinisme, transports et prêts bancaires, jusqu'à l'aval avec la transformation industrielle (céréales, viande, lait), les transports, le libre-échange et la distribution par les supermarchés, les profits sont énormes, sauf pour la grande majorité des agriculteurs et exploitants agricoles.

En France, après la Seconde Guerre mondiale, l'exode rural vers les villes sera fortement encouragé. Des 10 millions d'agriculteurs de l'avant-guerre, 1/4 de la population, il ne restait en 2016 que 885 400 exploitants agricoles, moins de 2 % des français. La Politique Agricole Commune

(PAC) verse des subventions à l'hectare, dites découplées de la culture qui y sera pratiquée. Selon Aurélie Trouvé [10], elles représentent en 2016, 85 % du revenu des agriculteurs français. Ainsi plus l'exploitant possède d'hectares, plus la quantité de subventions est importante. Certaines exploitations sont devenues si grandes et si chères que seules des institutions financières, parfois chinoises, sont capables de les acheter aujourd'hui.

C'est un accaparement « soft » qui se fait au profit des grandes entreprises de l'agrobusiness et dans lequel il ne restera à terme que des employés mal payés et des machines robotisées. Avec le libre-échange, le moins disant écologique, financier et social l'emporte, quel que soit le lieu de production sur la planète. Avec les porte-conteneurs géants et les camions, les prix des transports sont bas car les coûts réels ne sont pas pris en compte. Le réchauffement climatique, la casse environnementale et humaine n'existent pas pour les grands actionnaires de l'agrobusiness puisqu'ils ne leurs coûtent rien.

Accaparement, un pillage extractiviste

En ce début du 21^e siècle, les accaparements de terres avec l'industrialisation de l'agriculture se révèlent être de même nature que le mouvement prédateur de l'extractivisme global qui oublie les générations futures, ne prend plus soin de la terre, pire la saigne, et stérilise les sols. En Indonésie, les forêts primaires sont brûlées pour être remplacées par des palmiers à huile. En Amazonie, la culture du soja et les élevages de bœufs grignotent la forêt d'année en année, des millions d'hectares des savanes brésiliennes à la riche biodiversité, le Cerrado, subissent le même sort. Et dans le grand massif forestier d'Afrique centrale, en RDC, les accapareurs ont bien entamé la destruction. L'article du chercheur brésilien Felipe Milanez, « Bolsonaro encourage les massacres des défenseurs dans les zones agricoles et le carnage écologique » [11] annonce une accélération des accaparements extractivistes et de la violence. Impossible de trouver la moindre justification à la bidonvilisation des peuples chassés de leur terres dans les pays du Sud et à la misère ainsi créée. Les productions issues de ces accaparements iront le plus souvent nourrir les élevages à destination des populations majoritairement repues des pays

industrialisés, abreuver leurs voitures ou cuire les frites des chaînes de burgers.

La majorité des accaparements de terres agricoles est liée à l'accaparement de l'eau

Sauf dans les immenses fermes non irriguées, dédiées à une agriculture productiviste extensive et pluviale comme le soja en Amérique du Sud, les accaparements des terres en Afrique ne se font jamais sans la confiscation de l'eau douce. L'agriculture industrielle n'hésite pas à pomper l'eau pourtant nécessaire à la vie et à l'agriculture des populations avoisinantes. Dans les denrées alimentaires ou les plantes pour les agrocarburants exportées à la suite d'accaparements, il y a une très importante exportation d'eau « virtuelle » (irrigation nécessaire au développement des végétaux exportés). Une ressource pourtant essentielle pour l'alimentation de tous alors que les sécheresses et les inondations sont en forte augmentation et de plus en plus dramatiques. A contrario, l'agriculture vivrière - dans laquelle le travail humain est important et les surfaces cultivées de petites tailles - ne gaspille pas l'eau, ni ne l'exporte. Cela alors que les rendements à surface égale y sont de 5 à 10 fois plus élevés. De plus, elle ne produit pas ou très peu de gaz à effet de serre (GES). Non seulement l'agriculture productiviste consomme énormément d'eau, détruit la biodiversité, les forêts, les sols agricoles, pollue l'air, l'eau douce, les océans avec ses intrants chimiques, mais en plus elle réchauffe gravement le climat : 30 % des émissions globales de GES pour la partie production agricole mais de 44 à 57 % si l'on y rajoute la partie transformation, distribution, gaspillage ... qui lui est intrinsèquement liée.

Cette prédation agro-industrielle et son cortège d'externalités négatives gravissimes pour la vie actuelle et à venir des terriens, est-elle nécessaire pour nourrir le monde ? Certainement pas quand on connaît la part de 75 % conservée par l'agriculture paysanne dans l'alimentation de la population mondiale. Ces destructions ne pourront apporter in fine que la famine alors qu'elles sont bien loin de nourrir le monde. A contrario, si l'on accepte que l'agriculture soit dédiée au profit, dans lequel chaque personne doit manger 50 à 100

kg de viande et encore plus de produits laitiers chaque année, comme les européens, les étasuniens voire maintenant les chinois et les indiens, alors continuons à développer les accaparements et l'industrialisation agricole. Ce qui sera pourtant impossible sans augmenter encore les déforestations déjà dévastatrices et le vol des terres : lire en note de bas de page l'incroyable accaparement de 450 hectares à Pornic [12]. Pourtant des changements en cours laissent présager d'un possible sursis !

Un peu d'espoir

Au Sud, de plus en plus de populations résistent aux accapareurs. Dans les pays industrialisés, de plus en plus de personnes comprennent que la viande, le lait, les agrocarburants sont des vecteurs du désastre. Une décroissance de la consommation de protéines animales est en cours dans les pays du Nord, à terme ce mouvement s'il continue libérera des terres. Pour faire un 1 kg de viande ou de lait il faut environ 10 kg de céréales, des centaines de kilos de fourrage ou/et des hectares de prairies, plus des milliers de mètres cubes d'eau. Ainsi, le développement rapide d'une agriculture biologique non industrielle liée à une consommation de protéines animales en forte diminution pourraient stopper les désastres du réchauffement climatique. La diminution des surfaces dédiées à l'agriculture productiviste, une agroécologie favorable, un couvert végétal permanent plus une reforestation des surfaces libérées, permettraient de recapter une partie du CO2 émis et de réduire l'accaparement des terres jusqu'à le rendre inutile.



De l'affrontement entre 2 cultures dépend notre avenir à tous

Un immense affrontement se produit actuellement entre deux projets agricoles. Celui qui respecte les terres, le vivant et se donne les moyens de créer un avenir pour l'ensemble des terriens (humains, animaux et végétaux) donc un projet qui prend en compte les générations futures. L'autre, sans autre vision que l'immédiateté du profit, base sa stratégie sur l'industrialisation, l'expansion de l'agrobusiness, donc sur l'accroissement des quantités pro-

duites, et transformées, le gaspillage, etc. Ce qui nécessite accaparements des terres, déforestations et pollutions. Dans ce système, agriculture, transformation et distribution n'existent que pour les profits avec le faux prétexte de nourrir le monde. Il faut produire le maximum de protéines végétales pour les transformer en protéines animales. Commercialiser 1 kg de viande transformée en steaks, nuggets, pizza, etc., ou 1 litre de lait transformé en yaourts, fromages etc., rapporte des dizaines voire des centaines de fois plus de bénéfices que de vendre un kilo de blé en brut ou 1 litre de lait sans transformation. A la sortie de la ferme, le prix d'un kg de blé ou de maïs est 0,20 euro, celui d'un litre de lait est de 0,30 euro. C'est pourquoi, de 70 % à 80 % des terres agricoles sont dédiées à la viande et au lait, même si une partie grandissante sert à la production d'agrocarburants et d'huile de palme. Pourtant encore aujourd'hui, si 75 % de la population mondiale est nourrie par l'agriculture vivrière et familiale c'est avec seulement 25 % des terres agricoles et très peu de protéines animales.

Pays développés ! Jusqu'à quand ?

Une caractéristique mal comprise et pourtant déterminante, de ceux que l'on nomme pays « développés » est la disparition des agriculteurs. Ils ont été remplacés par l'industrialisation, les machines à pétrole, la chimie et le libre-échange des denrées alimentaires. Une nourriture peu chère - achetable uniquement dans les quelques

réseaux de la grande distribution - souvent prête à manger, ont amené une forme de confort et d'assoupissement. Les contre-indications de cette médication alimentaire moderne sont pourtant aussi visibles que gravissimes. On assiste à une progression incroyable des maladies non transmissibles comme obésité, cancer, diabète, maladies neurodégénératives et psychiatriques plus la perte complète d'autonomie alimentaire des populations. Tout ça pour avoir du temps supplémentaire pour se droguer aux écrans. L'aveuglement et le déni sont saisissants. Alors que l'effondrement a commencé avec l'accélération brutale du réchauffement, l'immense perte de biodiversité animale et végétale, quelques effondrements, plus importants encore, pourraient faire revenir de terribles famines, y compris dans les pays du Nord. Quel serait l'impact d'un effondrement équivalent à celui de la deuxième guerre mondiale en Europe sur notre capacité d'approvisionnement ? Car à cette époque, si la majorité de la population a pu manger - parfois très mal, mais sans mourir de faim - c'est grâce à l'existence d'une agriculture paysanne pratiquée en France par un quart de la population. Si nous ne réagissons pas rapidement face à la destruction des agricultures paysannes locales et respectueuses de notre biotope, plus résilientes aux chocs à venir, plus humaines et plus solidaires, ce confort qui nous tient bien à l'abri pourrait se transformer en sauve-qui-peut !

Le 18 décembre 2018

Notes

- [1] <https://www.grain.org/fr/article/entries/5508-accaparement-mondial-des-terres-agricoles-en-2016-ampleur-et-impact>
- [2] <https://www.monde-diplomatique.fr/2013/12/STIENNE/49912>
- [3] https://www.grain.org/es/bulletin_board/entries/5865-les-anuak-condamnent-les-efforts-visant-a-reporter-le-depart-d-ethiopie-de-karuturi
- [4] <https://www.oaklandinstitute.org/les-anuak-condamnent-les-efforts-visant-a-reporter-le-depart-dethiopie-de-karuturi>
- [5] Sylvia Federicci met en relation le mouvement des enclosures et la résistance des femmes à la suppression des communs avec la chasse aux sorcières. Les régions touchées par les enclosures ont souvent vu des procès importants pour sorcellerie.
- [6] <http://cqfd-journal.org/L-accaparement-des-terres-est-un>
- [7] <https://www.hrw.org/fr/news/2012/01/17/ethiopie-les-deplacements-forces-provoquent-la-faim-et-la-detresse> « La plupart des zones où vivaient les populations actuellement déplacées ont vocation à être mises en location par le gouvernement, au profit d'un développement agricole commercial »
- [8] <https://www.farmlandgrab.org/post/view/28498-accaparement-des-terres-corruption-et-crime-industriel-mise-a-jour>
- [9] http://www.multinationales.org/IMG/pdf/lettre_des_riverains_des_plantations.pdf
- [10] Le Monde Diplomatique, septembre 2018
- [11] <http://www.cadtm.org/Bresil-Bolsonaro-encourage-les-massacres-dans-les-zones-agricoles-et-l>
- [12] Cet automne, la SAFER* (l'organisme chargé de protéger les terres agricoles de la spéculation) a permis à un agro-industriel d'accéder à 450 hectares sur la commune de Pornic. Cela malgré la candidature de plusieurs jeunes paysans, l'opposition de la mairie et de la majorité des agriculteurs locaux. Cet ensemble de 4 fermes importantes avec bâtiments aurait pu permettre d'installer des dizaines de jeunes paysans (5 à 10 éleveurs, 20 paysans boulangers ou 100 maraîchers bio). En plus de participer à la mort de nos campagnes, ce grand projet céréalier chimique menace également notre patrimoine naturel : prairies, haies et zones humides.

Feux au prisons - Soutiens au copains !

On a glané 2 textes, un appel à soutien pour Stéphane et des nouvelles de Loïc

Appel à Soutien pour Stephane

Soutien à notre ami Stéphane Trouille qui est en préventive depuis hier et qui depuis des années contribue au récit des luttes, à construire un nouvel imaginaire, en aidant notamment Les Rencontres AD HOC - Cinéma Documentaire Hors Circuit / 5 -9 sept 2018

Et qui, dans ses films réalisés de manière indépendante, dénonce les violences policières, l'État policier et ses dérives sécuritaires qui nous explosent en pleine face ces dernières semaines ! Force et courage à lui et à ses proches !!



Quatre personnes, trois hommes et une femme, ont été interpellés,es, à Valence, lors de la marche gilets jaunes, gilets verts ce samedi 8 décembre. Ces quatre personnes ne se connaissent pas, alors qu'elles sont jugées pour violence en réunion, et ont été interpellées dans différents endroits de la ville et à différents moments de la journée.

Notre ami Stéphane Trouille qui a participé au tournage d' #Irrintzina, fait parti de ces quatre personnes. Il a été placé en détention provisoire et est incarcéré jusqu'à son procès le 26 décembre à Valence.

Pour celles et ceux qui le connaissent et apprécient son travail de lanceur d'alerte (vimeo.com/stephano), vous pouvez le soutenir en participant au pot commun qui a été mis en place par son entourage pour soutenir les frais qu'implique cette arrestation.

www.lepotcommun.fr/pot/9gtvmf7o

Vous pouvez aussi lui écrire pour lui partager votre soutien. Sachez juste que les courriers sont lus à l'entrée comme à la sortie :

Stéphane Trouille / Numéro d'Ecrou 2907 / Centre Pénitentiaire chemin Joseph Astier / 26000 Valence



Un grand merci à vous pour votre soutien !



Des nouvelles de Loïc, Citation – G20 de Hambourg

Nous pensions que les prisons françaises excellaient en matière d'absurdité kafkaïenne. Nous voilà détrompé.es ! L'administration pénitentiaire allemande semble bien en mesure de leur faire la leçon. Depuis son arrivée à la taule centrale de Hambourg, notre ami subit quotidiennement l'arbitraire d'un règlement où l'opacité le dispute à l'in vraisemblable. Un exemple. Le mois dernier, Loïc a été puni d'une heure d'isolement parce qu'il donnait du pain aux oiseaux venus siffler un air de liberté aux barreaux de sa fenêtre. Le pain, paraît-il, rendrait malade les maigres volatiles. Mais les bons sentiments des matons ne les ont guère poussés à retirer les lames aux barbelés qui partout hérissent les murs de la prison et sur lesquels gisent les cadavres de moineaux malchanceux.

« Bien que ce fut la punition la plus absurde et la plus méchante de ma vie, je n'ai pas pu m'empêcher de rire », écrit Loïc dans l'une de ses lettres. Le reste est à cette image. Chaque acte, chaque jour entre ces murs, est marqué du sceau de la bêtise bureaucratique. Depuis son extradition le 6 octobre, Loïc se trouve dans le bâtiment réservé aux détenus étrangers, c'est-à-dire à ceux qui ne parlent pas allemands. Et dans ce bâtiment, bien sûr, aucun surveillant ne parle une autre langue que l'allemand. Ses affaires personnelles sont restées bloquées durant des semaines. 25 jours avant de recevoir le moindre vêtement. Un mois et demi pour obtenir quelques uns de ses livres parmi lesquels, nous l'espérons, des dictionnaires et une méthode d'allemand.

Les livres, parlons-en. Pour qu'il les reçoive, ceux-ci doivent être neufs. L'administration recommande de les acheter sur Amazon mais accepte toutefois les colis d'une librairie de la ville. Et pour chaque ouvrage, le prisonnier doit obtenir une autorisation spécifique. Sans cela, le livre entre en prison et file directement au grenier où il l'attendra jusqu'à sa sortie. Malgré ces précautions, certains livres se perdent en route. Sûrement dorment-ils au côté de la partie du courrier qui n'est jamais délivrée ou expédiée... Cette autorisation, « Anfrage » en german, est le sésame qui régit la vie des taulard.es. Il faut remplir un papier pour tout. Et le papier, il faut le remettre au surveillant au réveil, c'est-à-dire

à 6h45 du matin. Ensuite, c'est trop tard pour le reste de la journée. C'est qu'il faut bien inculquer la discipline matinale aux repris de justice.

Seul en cellule 23 heures par jour, Loïc n'a droit qu'à deux heures de parler par mois (hormis les rencontres avec ses avocats). Et là encore, la taule fait preuve d'ingéniosité pour humilier les êtres et contraindre les corps. Trois personnes sont autorisées à le voir mais elles n'iront pas seules. Dans le box aseptisé où une longue table empêche les étreintes se trouvent deux moucharades, une interprète francophone et une flic connaissant parfaitement le dossier. Un mot au sujet du G20 ou de sa future ligne de défense et s'en est fini de la visite. Difficile de savoir ce qui relève du traitement habituel et ce qui est particulier à sa situation mais il semble que la dureté de ces conditions, comme celles de toutes les autres prisonnières du G20, ne soit pas sans lien avec le caractère politique des faits qui lui sont reprochés. Comme leur gouvernement, leurs juges et leurs flics, les matons hambourgeois n'ont toujours pas digéré les journées émeutières de juillet 2017 [1].

Ouverture du procès

Malgré cela, Loïc tient bon et il garde le moral. Si l'incarcération le bouleverse c'est parce qu'il constate à tout moment qu'elle n'est qu'une machine à broyer les âmes et soumettre les corps, un outil de vengeance au service de la justice classiste et raciste.

« Je n'ai pas de mots pour décrire la souffrance de toutes ces âmes qu'on enferme dans l'indifférence », écrit-il. La prison est une horreur et si elle persiste c'est grâce aux préjugés. On n'éveille malheureusement pas la flamme de la révolte en écrivant Feu aux prisons mais en amenant les consciences de chaque individu à cette conclusion. »

Désormais notre ami est déterminé à préparer sa défense pour le procès fleuve qui s'ouvrira le 18 décembre. La justice allemande prévoit une trentaine de journées d'audience jusqu'au mois de mai prochain ! Quatre autres jeunes compa-

raîtront aux côtés de Loïc, tous âgés de moins de 25 ans, dont deux étaient mineurs au moment du G20 de Hambourg. Ceux-là n'ont pas été incarcérés jusqu'à lors. Les deux autres, en revanche, viennent de subir les aléas de cette justice qui traite comme des pions celles et ceux qu'elle dit être ses ennemis. Après six mois de détention et alors que tout porte à croire qu'ils se présenteront à leur procès, les deux jeunes originaires de la région de Francfort ont été libérés. Deux heures plus tard, le parquet faisait appel et leurs avocats leurs conseillaient de revenir d'eux mêmes dans les cages de l'État. Sans doute espéraient-ils que leur bonne volonté serait récompensée mais l'appel a confirmé depuis leur maintien en détention.

Cinq personnes comparaîtront donc dans ce procès de la Elbchaussee – du nom de l'avenue d'un quartier bourgeois de la ville, méthodiquement saccagée à l'aube du 7 juillet 2017 [2] par des centaines de rebelles tout de noir vêtus. La plupart sont accusées d'avoir simplement pris part à cette manifestation et, pour cela, l'État compte réclamer à leur encontre plusieurs années de taule.

Si le dossier est vaste, il est principalement composé de centaines de pages de descriptions des dégâts et de dizaines d'heures de vidéos directement fournies à la police par les bon.nes citoyen.nes hambourgeois.es. Quant aux « preuves », elles sont pour bon nombre d'un nouveau genre (technologies de reconnaissance faciale, profil de démarche, corrélation hasardeuse entre des images prises à des endroits et moments différents etc.) et il leur reste à démontrer qu'elles tiendront devant un tribunal.

Appel à rassemblements

Vu d'Hambourg, ce procès s'annonce retentissant. Parce que cette balade matinale sur la Elbchaussee est perçue comme le pire affront subi par les organisateurs du G20. Parce que les moyens policiers déployés depuis un an et demi ont été massifs et qu'ils appellent des résultats. Parce que les termes de l'accusations tentent d'éluder le contenu politique des protestations pour laisser croire à une bande

criminelle organisée. Par ailleurs, les accusés étant jeunes, il y a un fort risque que la Cour décide de faire son sale travail à huis clos. Pourtant, ni les principaux concernés ni leurs avocats ni même le procureur ne souhaitent un tel dispositif. L'audience du 18 décembre sera d'abord consacrée à trancher cette question technique. Il est donc possible que ce soit là la seule occasion de voir nos amis et compagnons et de leur manifester notre soutien.

Quoiqu'il en soit, il ne fait plus aucun doute que ce procès sera celui de tous les « troubles » survenus dans la cité portuaire à l'occasion de la réunion de tous les puissants de cette planète. Quelques personnes risquent aujourd'hui de lourdes peines mais c'est l'ensemble de nos mouvements qui sont attaqués. L'objectif est clair. Il s'agit de criminaliser toutes les formes de contestation de l'ordre néolibéral, de nous faire passer le goût des sommets internationaux pour qu'enfin les exploiteuses de tous poils puissent ripailler en toute sérénité au coeur même de nos villes.

Que ce procès se fasse à huis clos ou en public, il faut qu'il soit partout l'occasion de porter haut et fort notre parole de résistance, celle de notre ami aujourd'hui enfermé entre leurs murs. Les seul.es criminel.les que l'on ait vues dans les rues de Hambourg en juillet 2017, ce sont celles et ceux qui se sont réuni.es à nouveau à Buenos Aires ces jours-ci, qui iront à Davos au mois de janvier et Biarritz l'été prochain. Celles et ceux qui partout s'organisent pour détruire nos vies, planifier nos futurs et administrer le désastre qu'iels s'emploient à accentuer.

C'est pourquoi nous appelons à organiser partout des rassemblements en soutien à Loïc et autres inculpés du G20, le 18 décembre prochain et n'importe quand durant les prochains mois. À Hambourg, les camarades prévoient d'être présent.es devant le tribunal chaque jour de procès. Des manifestations et rassemblements sont déjà prévus dans plusieurs villes allemandes ainsi qu'à Nancy et Paris. Qu'il s'agisse de projections, de débats, de discussions, de lectures de poèmes autour d'un vin chaud ou de blocages devant les tribunaux, toutes les mobilisations sont importantes. Il



s'agit de nous retrouver et de ne pas laisser la justice faire son travail de répression dans l'indifférence.

Seul.e.s quelques-un.e.s sont enferm.e.s, mais nous somme tou.te.s visé.e.s !

Liberté pour Loïc !

Comité de soutien transfrontalier

PS.- Hier, 4 décembre 2018, Loïc devait être jugé à Paris pour une précédente affaire de piraterie informatique. Comme en septembre dernier, et alors même qu'il est aux mains de la justice, notre ami n'a pas été conduit devant le tribunal pour s'y défendre. Cette absurde affaire où l'État s'obstine à le juger deux fois pour les mêmes faits a donc été une dernière fois reportée au 14 mai

2019 à 13h30 (cour d'appel de Paris, Pole 4, chambre 10 : accès par escalier A que vous trouverez derrière la sainte chapelle, en prenant la porte 13, en dépassant la machine à café et traversant la cour du 36 quai des orfèvres).

Contact : soutienaloic@riseup.net

Pour écrire à Loïc Citation :

Loïc Schneider
UHA Hamburg (Untersuchungshaftanstalt)
Holstenglacis 3
20355 Hamburg

Notes

[1] Voir une interview d'un.e membre de la Legal Team à Hambourg en 2017 sur [Dijoncter](#)

[2] voir la brochure « Le chaos contre le G20 » sur [Infokiosques.net](#)

Hors normes : Intervention au forum international de la robotique agricole

Voici le communiqué, suivi d'un tract, pour une action contre la robotique, et en solidarité avec celles et ceux qui refusent de pucer leurs bêtes.

Ce mardi 11 décembre, le Forum International de Robotique Agricole à Toulouse-Labège a été interrompu pendant une heure par une trentaine d'opposants. Nous avons occupé la scène du grand amphithéâtre du centre des congrès Diagona, en déployant plusieurs banderoles : «Des paysans, des animaux, pas des robots» ; «Des chantiers collectifs, pas des robots sélectifs» ; «Débranchez-les tous». Quelques participants à cette perturbation étaient vêtus d'un gilet jaune.

Les startupper, qui invitent la présidente de la FNSEA et une cadre dirigeante de Microsoft à leur raout, se présentent comme des petits au service des petits. Ils prétendent que leurs machines permettront à de modestes maraîchers bio de consolider leur position économique, sans voir toutes les tâches et les emplois qu'elles suppriment immanquablement. Nous maintenons que la « révolution robotique » favorisera l'agriculture la plus capitaliste, l'accroissement de la taille des exploitations, l'intégration de l'activité agricole à l'industrie et sa soumission aux géants

du numérique. Celles et ceux qui disent mettre au point des robots au nom de la fumeuse « transition écologique » sont simplement des complices de ce processus de concentration économique, d'élimination des paysans, de domination de classe.

Nous avons quitté le Forum aux cris de « Microsoft, au compost ! », « Aah... anti, anti-start up nation ! », « Tout le monde déteste... les robots ». Nous invitons toutes celles et ceux que ces problèmes intéressent à entreprendre d'autres perturbations ailleurs, lors des prochains salons de promotion de la robotique agricole à travers la France.

Extraits du tract qui a été distribué :

Quel sera le résultat de vos innovations (robots désherbeurs, fermes connectées, tracteurs automatisés) ? En apparence et dans l'immédiat, des gains de puissance et de précision pour ceux qui les utiliseront. Mais le résultat le plus massif et durable sera la dépendance encore accrue des agriculteurs à l'égard des grandes industries. Depuis plusieurs dizaines d'années déjà, ils sont dépendants d'un complexe bancaire et industriel écrasant : Crédit agricole, géants de la chimie, des semences et de l'agroalimentaire...



Les exploitantes qui auront la brillante idée d'acquérir/d'accepter vos joujoux électroniques seront en prime tenues par les GA-FAM (Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft) et les multiples acteurs capitalistes qui gravitent dans leur orbite. Plus que jamais, ils n'auront la maîtrise de rien sur leur ferme ; elles comprendront de moins en moins le fonctionnement de leurs outils de travail ; elles se couperont de la réalité sensible et vivante des champs, des plantes et des animaux.

Vos machines vont encore aggraver la situation économique des agriculteurs, leur endettement, la concurrence féroce qu'ils se livrent, les faillites, les suicides... Ce ne sont pas vos robots qui vont subitement rendre l'élevage ou le maraîchage rentables – au contraire, ils feront probablement encore baisser les prix des produits à la vente. Ces activités sont déjà tellement industrialisées, et pourtant elles sont sous perfusion permanente d'argent public. Plutôt que des satellites, des capteurs et des robots, elles nécessitent une main d'œuvre nombreuse pour partager le travail, des rapports coopératifs, une déspecialisation. Mais comme d'habitude, dans la civilisation du Progrès, on propose des machines pour résoudre un problème de nature sociale : trop peu de gens veulent et peuvent cultiver la terre, s'occuper de produire leur nourriture.

En plus de ça, nous sommes certains que les machines en question, loin de donner naissance à des pratiques agricoles moins polluantes (y

croyez-vous vous-mêmes ?), vont aggraver à l'échelle mondiale le saccage des milieux naturels. La fabrication de toute la quincaillerie informatique apporte aujourd'hui une contribution majeure à la catastrophe écologique en cours. Ordinateurs, tablettes, smartphones, puces, drones, etc. reposent notamment sur une activité minière terriblement gourmande en eau, et terriblement polluante en produits toxiques nécessaires à l'extraction des « métaux rares ». Baotou, la ville voisine des mines de Mongolie-intérieure qui fournissent les industries du monde entier en « terres rares » depuis trente ans, est surnommée en Chine « la ville du cancer ». La mine de Mountain Pass en Californie, qui a longtemps fourni la Silicon Valley, a fermé en 2002 suite à une série de scandales écologiques et sanitaires. Les mines de Bolivie et du Pérou assèchent des lacs et privent les populations locales d'eau potable.

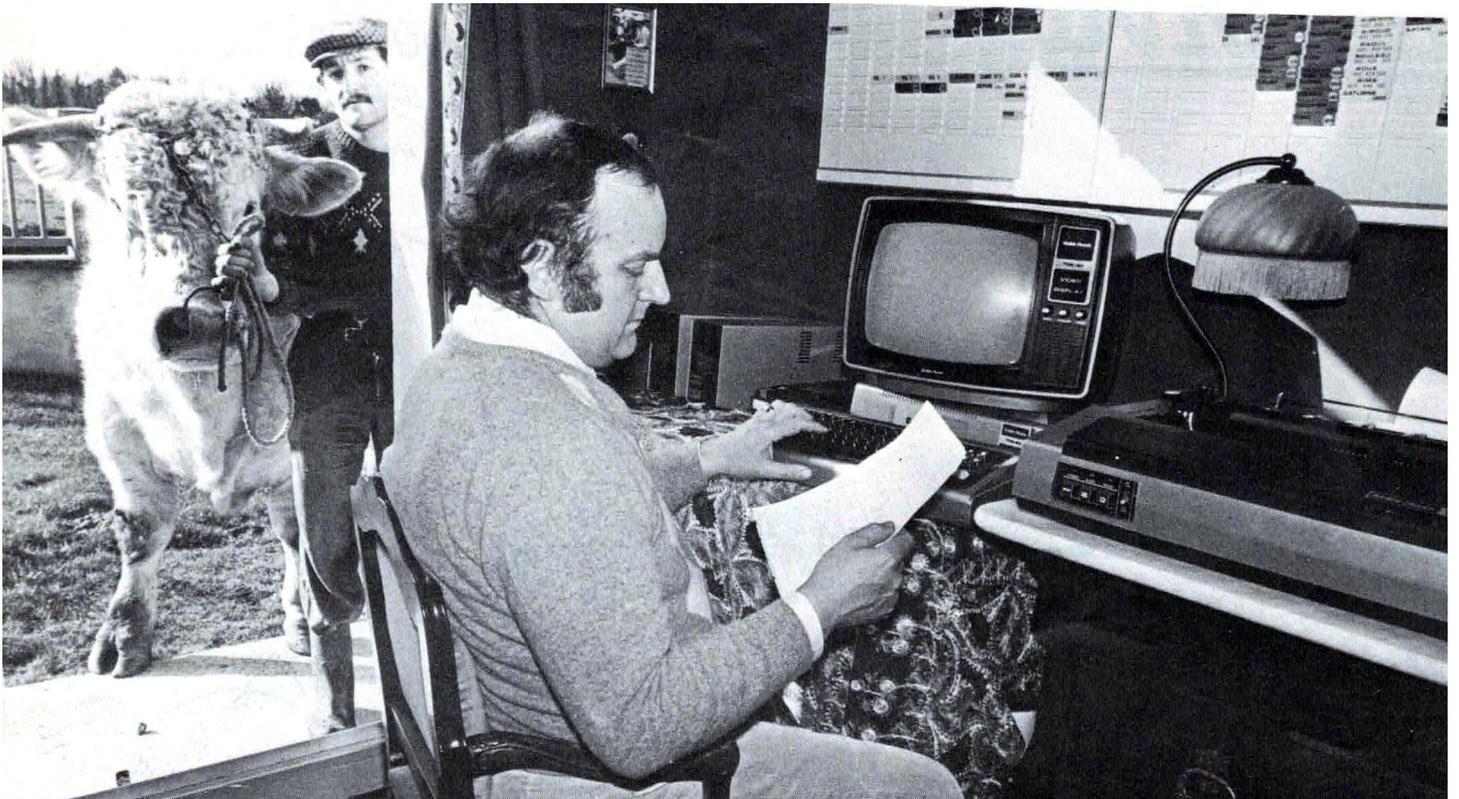
La quantité d'énergie nécessaire pour extraire, broyer, traiter et raffiner les métaux rares représenterait 8 à 10 % de l'énergie totale consommée dans le monde ! Sans parler des conditions de travail dans ces mines et dans les usines d'électronique, en Chine et ailleurs ; sans parler des montagnes de déchets intraitables de ce secteur prétendu « immatériel », au Ghana par exemple... Avec des capitalistes verts comme vous, prêts à multiplier les robots pour déverser à peine moins de pesticides, on n'a pas fini de se demander si le diesel du populo est assez écolo.

L'élite du pouvoir politique essuie ces jours-ci



une violente tempête. Le reste de la technocratie est malheureusement plutôt à l'abri de la colère populaire, pour l'instant. Nous partageons la mise en cause des élites qui ressort du mouvement des Gilets jaunes, et nous pensons qu'un des éléments qui rendent ces élites si puissantes à notre époque, ce sont précisément les outils qui se conçoivent, se fabriquent et se promeuvent dans une technopole comme Toulouse – dans les endroits comme ici. C'est la sacro-sainte innovation technologique qui creuse le fossé entre classes sociales, qui assure la concentration des richesses, la prolétarianisation d'un nombre croissants de gens. Tant que notre

rage ne se dirigera pas aussi contre les innovateurs, contre les start ups de robotique (agricole et autre), contre les laboratoires de recherche en intelligence artificielle, le pouvoir réel sera épargné - il lui suffira de changer de marionnette, après Macron un(e) autre. Tant que nous ne rejetterons pas la vie de synthèse qui nous est proposée par la classe d'ingénieurs au pouvoir (informatisation du travail et des services publics, compteurs Linky, «applis» pour prendre en charge chaque parcelle de nos existences), les contraintes économiques continueront de peser sur nous de manière implacable.



Formation agricole : Défendre son projet auprès de fonds de formation

Aux rencontres RTF du Berquet, Nathalie avait témoigné de sa difficulté à trouver un financement pour entrer en BPREA. Elle nous transmet la lettre qu'elle avait écrit avec une amie ex-notaire suite à un refus de financement du FAFSEA pour « projet pas suffisamment détaillé ».

«Bonjour,

*Je vous écris suite au refus de financement de mon BPREA via le CIF CDD.
Je m'interroge sur le manque d'explication qui a accompagné cette décision.*

Voici le rappel du dossier : il était apparu en première commission que la description de mon projet -sur la format A4 demandé dans le dossier de demande de financement- n'était pas assez détaillé.

J'ai donc fait parvenir en commission de recours gracieux une description détaillée de mon projet, fruit de réflexions et d'expériences agricoles diverses: Une production biologique, sur une surface à échelle humaine et en vente directe, afin de pouvoir offrir au territoire d'installation une nourriture de qualité à juste prix.

La commission a maintenu le refus de financement, sans que je puisse en savoir davantage sur les raisons concrètes qui ont mené à cette décision.

Je pense pourtant avoir démontré que mon projet est sérieux et qu'il a été pensé afin d'être viable et durable sur le plan économique.

Je souligne également que ce projet s'inscrit dans une optique respectueuse de l'environnement, dans le sens où l'agriculture y est envisagée comme une activité qui se doit d'être pensée sur le long terme quant à la disponibilité de la ressource en eau et de la fertilité de la terre.

Étant donné l'importance écologique, pour ne pas dire l'urgence climatique, de soutenir l'installation de structures agricoles qui s'inscrivent dans une optique de durabilité économique ET environnementale, je me questionne:

N'est-il pas dans l'intérêt de la FAFSEA d'appuyer des structures dont l'objectif est de nourrir la population locale, en préservant la fertilité des territoires sur le long terme?

De ce fait, étant donné, d'une part, le grand enjeu que représente pour moi le financement de mon BPREA (n'étant pas issue du milieu agricole, vous comprendrez aisément qu'il est d'autant plus important pour moi de pouvoir me former pour assurer une stratégie d'installation appropriée)

D'autre part, étant donné l'intérêt grandissant de la société civile dont je fais partie, vis-à-vis des questions concernant les politiques agricoles et les décisions de financement qui en découlent;

Je me permets de vous demander d'avoir l'obligeance de reconsidérer votre position, ou bien de me donner des raisons entendables du non financement de la formation pour le projet que je porte.

Je pourrai ainsi, soit me consacrer pleinement à mon projet, soit reconsidérer ce dernier en conséquence, soit réfléchir avec d'autres membres, organisations et médias de la société civile sur les enjeux réels portés par la Fafsea.

Cordiales salutations»

La stratégie de l'épuisement, les notifications informatiques vides de sens et autres lourdeurs administratives sont des procédures communes de l'administration pour entacher nos possibilités et nos droits. L'accès à des fonds de formations (FONCEGIF ou FAFSEA) est un droit auquel chaque travailleur-se cotise. Dans les formations agricoles, les financements peuvent également se faire par les régions, mais les possibilités financières sont moindre et nécessite d'habiter dans ladite région (donc éventuellement d'avoir accès uniquement à des centres de formations en agriculture conventionnelle). En cas de droits Pôle emploi, les droits peuvent être maintenu pendant la formation, mais grignote nos droits jusqu'à la fin de celle-ci et il n'échappe à personne qu'en agricole, il faut de l'argent pour travailler.

Nathalie a depuis commencé son BPREA dans les montagnes, elle est financée par ses droits Pôle emploi. Elle souhaitait nous partager sa lettre, afin qu'elle puisse être utilisée comme un outil, car il est important de dénoncer ce positionnement, qui n'argumente pas sur des refus de financement et qui n'offre aucun repère sur le genre de projets subventionnés ou non.



Chanson - La paysanne (Gaston Couté)

Paysans dont la simple histoire
Chante en nos coeurs et nos cerveaux
L'exquise douceur de la Loire
Et la bonté -des vins nouveaux, (bis)
Allons-nous, esclaves placides,
Dans un sillon où le sang luit
Rester à piétiner au bruit
Des Marseillaises fratricides ?...

**En route! Allons les gâs !
Jetons nos vieux sabots
Marchons, Marchons,
En des sillons plus larges et plus beaux !**

A la clarté des soirs sans voiles,
Regardons en face les cieus ;
Cimetière fleuri d'étoiles
Où nous enterrerons les dieux. (bis)
Car il faudra qu'on les enterre
Ces dieux féroces et maudits
Qui, sous espoir de Paradis,
Firent de l'enfer sur la « Terre » !...

**En route! Allons les gâs !
Jetons nos vieux sabots
Marchons, Marchons,
En des sillons plus larges et plus beaux !**

Ne déversons plus l'anathème
En gestes grotesques et fous.
Sur tous ceux qui disent : « Je t'aime »
Dans un autre patois que nous ; (bis)
Et méprisons la gloire immonde
Des héros couverts de lauriers :
Ces assassins, ces flibustiers
Qui terrorisèrent le monde

**En route! Allons les gâs !
Jetons nos vieux sabots
Marchons, Marchons,
En des sillons plus larges et plus beaux !**

Plus -de morales hypocrites
Dont les barrières, chaque jour,
Dans le sentier des marguerites,
Arrêtent les pas de l'amour !... (bis)
Et que la fille-mère quitte
Ce maintien de honte et de deuil
Pour étaler avec orgueil
Son ventre où l'avenir palpite !...

**En route! Allons les gâs !
Jetons nos vieux sabots
Marchons, Marchons,
En des sillons plus larges et plus beaux !**

Semons nos blés, soignons nos souches !
Que l'or nourricier du soleil
Emplisse pour toutes nos bouches
L'épi blond, le raisin vermeil !... (bis)
Et, seule guerre nécessaire
Faisons la guerre au Capital,
Puisque son Or : soleil du mal,
Ne fait germer que la misère.

**En route! Allons les gâs !
Jetons nos vieux sabots
Marchons, Marchons,
En des sillons plus larges et plus beaux !**



Agenda 2019

JANVIER

Rassemblement gilets jaunes

Tout les samedis de l'année 2019, rendez-vous sur le rond point le plus proche de chez vous.

Rassemblement Sivens et Toulouse – 6 , 8 et 9 janvier

Le 6 à Sivens, journée de mémoire collective autour de la lutte contre le barrage de Sivens et la ZAd du Testet avec des projections, spectacle, témoignages, expos,...

Le 8 janvier 2019 à 13h aura lieu au TGI de Toulouse le procès du gendarme qui a lancé la grenade dans une caravane, le 7 octobre 2014. Avec cantine, fanfare, chorale, prises de paroles. Le 9 une journée qui sera plus axée sur les violences policières (question du trauma, les armes de la police) et soirée concert peut-être.

Contact : vilamanya@bastardi.net

Plus d'infos bientôt sur laata.info



FÉVRIER

Rencontres nationale hors normes

Les prochaines rencontres nationales du collectif d'agriculteurs et d'agricultrices contre les normes auront lieu les vendredi 1er ,samedi 2 et dimanche 3 février 2019 à MONTENEUF dans le Morbihan (45 minutes à l'ouest de Rennes). Suivront les propositions de programme. Collectif d'agriculteurs et d'agricultrices contre les normes.

Assemblée européenne 2019 Reclaim the fields à Mondeggi (Italie)

Vous êtes invité.es à participer aux rencontres européennes de Reclaim the Fields 2019, qui auront lieu près de Firenze, Italie, du 5 au 10 février 2019. L'événement sera hébergé par le collectif de Mondeggi situé sur une zone agricole de 200 ha squattée, reliée à la ville. Ces assemblées ont pour but de réunir les personnes actives dans la constellation de « Reclaim the Fields », mais tout le monde est bienvenu-e. Possibilité de proposer des discussions pour le programme. Besoin d'aide pour la préparation de l'évènement en amont et sur place. Traduction sur place (besoin de traducteurices!)



Pour en savoir un peu plus sur nous, vous pouvez regarder notre (nouveau!) site internet reclaimthefields.org

Tu peux accéder au dernier bulletin RTF, avec toutes les notes de la dernière rencontre sur ce lien reclaimthefields.org/?page_id=31

Inscription : reclaimthefields.org/european-assembly-2019/?lang=fr



MARS hey !

Carnaval de la Plaine le 10 mars 2019 à Marseille



Appel à venir au pour SOUTENIR et SUIVRE LA LUTTE ! SOUTIEN à la RESISTANCE du quartier de LA PLAINE ! OUI pour une RENOVATION de la Plaine AVEC SES HABITANTS, pas SANS EUX ! NON au PROJET de REQUALIFICATION imposée par la mairie de Marseille via la Soleam La PLAINE a besoin de vous ! **Plus d'infos à venir : www.facebook.com/assembleedelaplane/**

Appel à mobilisations du printemps 2019 contre le nucléaire

Entre le 11 mars et le 26 avril, 2019 dans toute la France, rassemblons-nous autour d'un mot d'ordre national et faisons de ce printemps un temps fort antinucléaire, lors duquel les mobilisations locales seront mises à l'honneur. **Plus d'infos à venir sur : www.sortirdunucleaire.org**

AVRIL

Fête de printemps aux lentillères

Rendez-vous les 20, 21 et 22 avril prochain. Plus d'infos à venir

MAI

Rencontres des boulangers-e-s mobiles du 17 au 19 mai 2019 à Valenciennes (59)

infos à venir... contact : boulangmobile@riseup.net

AOÛT

Appel à la mobilisation contre le G7 et son monde à Biarritz

Du 25 au 27 août 2019. Nous appelons tous les personnes d'ici ou d'ailleurs qui partagent cette vision à se mobiliser pour rassembler le maximum de forces lors du G7 d'août 2019 à Biarritz.

OCTOBRE

Festival habitat léger – Octobre 2019

Semaine de festival et de construction autour de l'habitat léger avec Habitat libre en poitou. À Monts sur Guesnes (86), à la commune de Scévols. **Plus d'infos sur tousauxabris.jimdo.com**

Autres infos

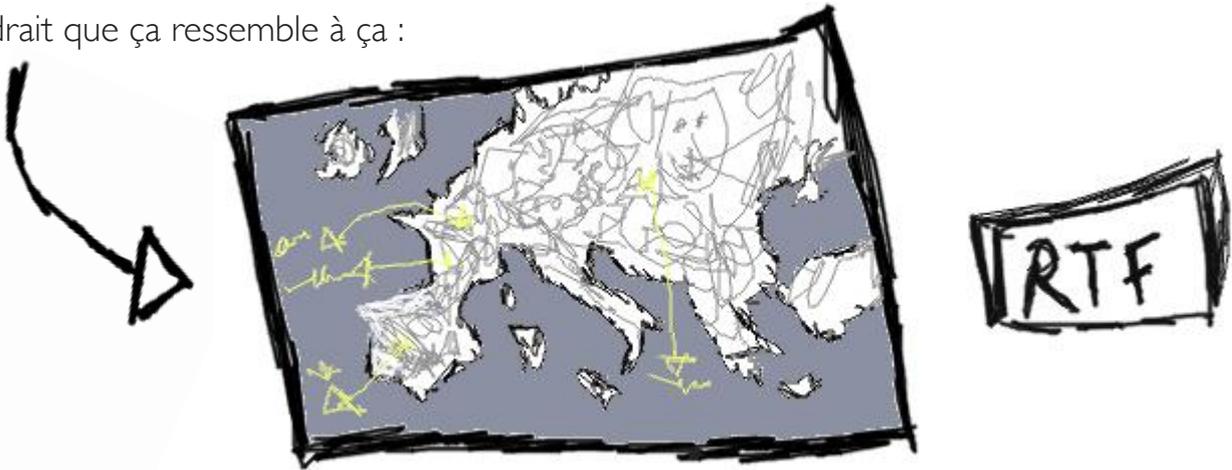
La Carte

M. F. et B. se motivent pour bosser sur une jolie carte de RTF, à l'échelle européenne. On aimerait que ça prenne la forme d'un poster et d'un fichier descriptif des projets d'étoiles. Il nous est important que notre production puisse avoir une diffusion non numérique. Simple-ment pour cela, ceux-elles qui le souhaitent peuvent nous transmettre leurs infos mises à jour.

Vous pouvez nous écrire à : nossim@protonmail.com

Nous recherchons aussi des possibilités d'impression au format A2.

On voudrait que ça ressemble à ça :



Gilets Jaunes!



On s'est demandé.e si on allait mettre des textes sur le mouvement des gilets jaunes. On s'est rendu compte qu'on a besoin de plus de temps et de contacts avec les personnes impliquées dans ce mouvement qui nous excite et qu'on était plutôt sceptique avec les revendications initiales qui semblent maintenant s'ouvrir sur bien d'autres qui prennent aussi en compte l'absurdité des normes de nos existences, des industries et la pollution qu'elles génèrent. Finalement on s'est dit que ça n'était pas pertinent au regard des nombreux textes envoyés.

On a trouvé deux articles qu'on conseille à ce propos :

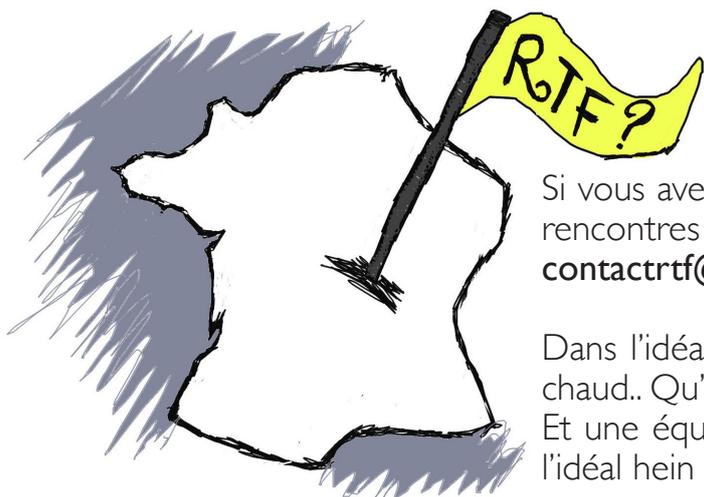
Sur le site de IAMASSADA : douze.noblogs.org/post/2018/12/06/solidarite-avec-les-gilets-jaunes

Sur ZADIBAO : zadibao.net/2018/11/30/climat-jaune-et-changement-de-gilet

On a le désir de s'impliquer et de rencontrer des gilet.te.s et on espère que ça va perdurer et que des connexions pourront se faire.



RTF Francophone 2019



Si vous avez une idée d'un lieu pouvant accueillir les prochaines rencontres francophones. N'hésitez pas à proposer ça à : contactrtf@riseup.net

Dans l'idéal il faut que l'on puisse être jusqu'à une centaine au chaud.. Qu'il y ait une grande salle pour réunir à nombreux Et une équipe sur place pour assurer la logistique. Bon ça c'est l'idéal hein !

10 ans de RTF ?

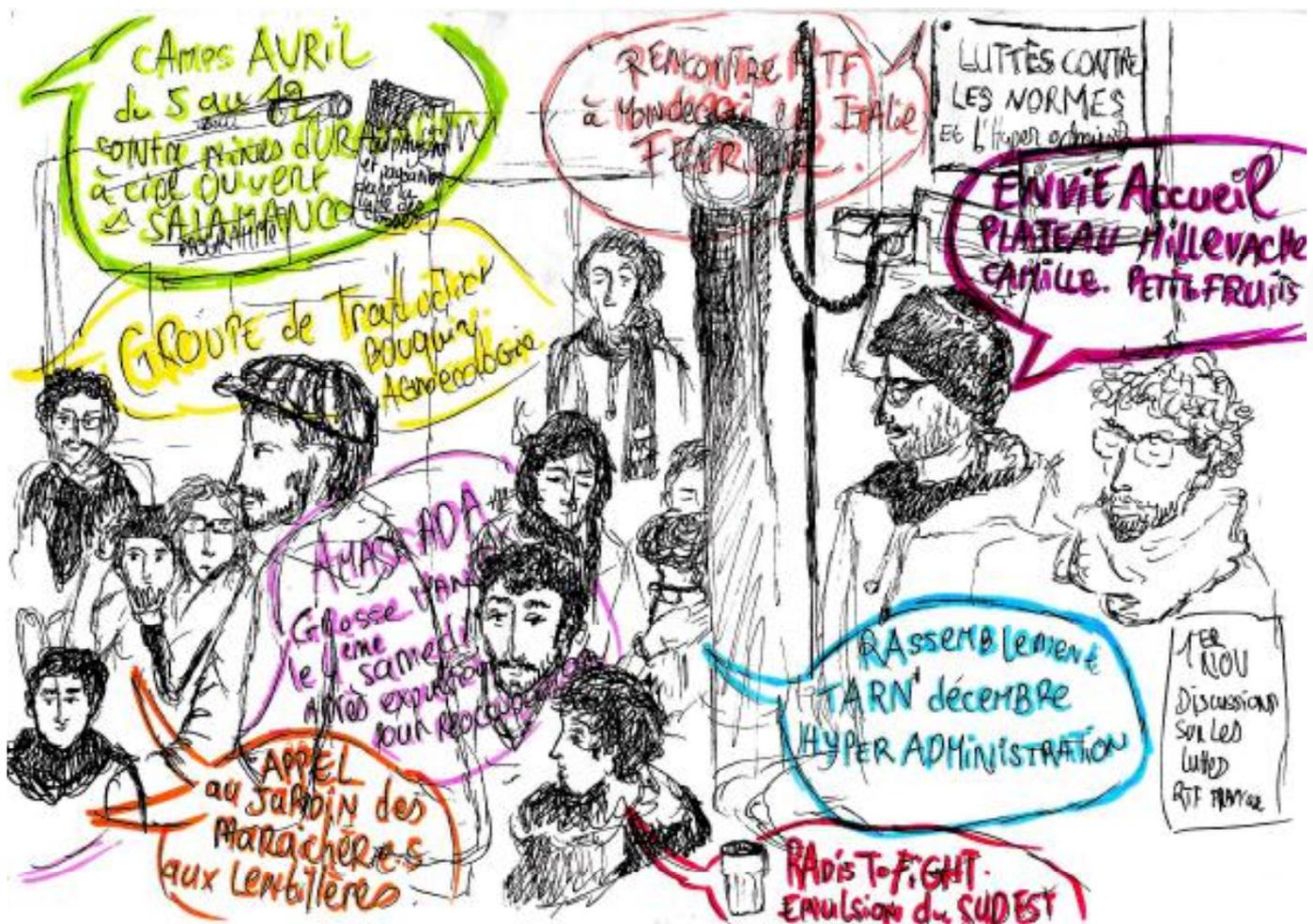
Le réseau RTF va fêter ses 10 ans, une filouterie se prépare, restez à l'affût !

Compte-rendu rencontres francophones RTF 2018

Les rencontres francophones ont été accueillies au Berquet, dans les Cévennes, du 30 octobre au 2 novembre 2018. Deux jours de découverte et d'appropriation de la nébuleuse Reclaim the Fields animés par l'équipe d'organisation des betteraves, suivie de deux jours de discussions et ateliers thématiques pensés et organisés collectivement. Cette expérimentation de rencontres sur 4 jours étaient une première. Ce format, dense pour les cerveaux, mais riches pour les échanges nous a globalement bien satisfait. Il nous a permis d'accueillir des nouvelles personnes, de transmettre ce qu'est RTF en ayant le temps de se rencontrer et de quitter le Berquet sans les traditionnels frustrations de ne pas avoir pu faire toutes les discussions prévus. Plus de 80 personnes sont passé sur l'ensemble des rencontres, dont une quarantaine dès le premier jour, les betteraves ne s'y attendait pas vraiment, nous étions donc bien tassé, mais au chaud et bien reçu.



On propose dans ce bulletin de mettre seulement le programme des 4 jours ainsi que le compte rendu de 2 discussions, celle en mixité choisie et celle sur l'inclusion... si vous souhaitez lire l'ensemble du beau compte-rendu qui a été compilé, vous pouvez le trouver sur le crabgrass si vous y avez accès, sinon en demandant à contactrtf@riseup.net. Comme il est très long, on a préféré simplement donner un aperçu de ce qu'on a vécu. Et aussi la prochaine fois, on espère que vous serez des nôtres !



Déroulé des rencontres

MARDI

- ☒ Jeux de connaissances
- ☒ “Quelles sont tes intentions en venant aux rencontres ?”
- ☒ Présentation de la semaine
- ☒ Présentation/histoire/fonctionnement de RtF
- ☒ Extrait de vidéos de la Via Campesina
- ☒ Discussion « speed dating » sur les luttes paysannes
- ☒ « Qui sommes-nous ? » - pertinence du texte + présentation des étoiles
- ☒ Présentation du lieu d'accueil
- ☒ Soirée projection

MERCREDI

- ☒ Micro-jeux dynamisants et de cohésion de groupe
- ☒ Arpentage du livre «Le paysan impossible»
- ☒ Pour qui / Pour quoi / Comment produire ?
- ☒ Feedback de la mise en culture commune
- ☒ Organisation des jours suivants
- ☒ Discussion en mixité choisie
- ☒ Soirée: Jeux collectifs / Echanges de semences et de produits / Discussion autour des coopératives intégrales + lien ville/campagne/Projection : Insurrection des indiens Aymara – Achacachi (lutte paysanne dans les Andes)

JEUDI

- ☒ Energizers (petits jeux dynamisants)
- ☒ Qu'est-ce qui te relie à RtF ?
- ☒ Présentation, appels à soutien des collectifs étoiles et amis
- ☒ **Après-midi ateliers et discussions:** Pour ceux qui voudraient créer un collectif en milieu rural / Autour du parcours d'installation, de la DJA / Autour des plantes, échange de savoirs une liste a été créée : plantes@lists.riseup.net / Comment on lutte ? (sortir de nos milieux, inclusion des minorités)
- ☒ Soirée publique autour des normes proposée par le groupe RtF sud-est Radis to Fight

VENDREDI

- ☒ **Matinée ateliers et discussions :** Atelier bulletin RtF / Atelier RtF a 10 ans, bilan et perspectives / Atelier Perspectives compagnonnage FetCL / Discussion agriculture et soin / Grand jeu autour du communalisme
- ☒ **Atelier création groupe RtF Sud-Ouest :** Une réunion avec le groupe d'organisation prévue durant la première quinzaine de mars / Une grande rencontre RtF sud-ouest / deux dates proposées : 20 mai ou 5 juin. Nous contacter via [[francegroup](#)] si intéressés pour nous rejoindre
- ☒ **Balade et récolte de châtaignes**
- ☒ **Bilan des rencontres**
- ☒ **En soirée :** Projection « Mauvaises herbes » de Mathilde, voyage et réflexions politiques autour des cueillettes et cuisine de plantes sauvages en Crête / Atelier de dessin pour poster RTF européen ... suivis d'une MEGA BOUM

Discussion en mixité choisie / ressources

Une fin d'après-midi, on a programmé un moment de discussion en mixité choisie, sans mec hétéro. Il n'y avait pas de sujet prévu à l'avance, mais plutôt l'envie d'échanger des expériences et des ressources pour aller plus loin dans la réflexion.

On a commencé en grand groupe en faisant un tour de nos intentions et envies pour ce temps de discussion. A partir de là, on s'est séparé en deux groupes. Dans l'un ont été partagées des situations vécues, des coups de gueules, et des envies de faire des choses ensemble et dans l'autre plutôt des ressources dont on vous partage ici les informations :

Site internet

Gyn and Co / infos sur soignant.e.s safe

Biblio

Editions Mamamélis

Editions Cambourakis

« Manuel de gynécologie naturopathique » de Rina Nissim

« Caliban et la sorcière » de Sylvia Federici

« Reclaim », recueil de textes écoféministes dirigé par Emilie Hache

« Sorcières, sage-femmes et infirmières » de Barbara Ehrenreich et Deirdre English

« Rêver l'obscur », femmes, magie et politique de Starhawk

« L'origine du monde » et « Les sentiments du Prince Charles » de Liv Stromquist

« Ecoféminisme » de Vandana Shiva et Maria Mies

« Reflets dans un œil d'homme » de Nancy Huston

« Femmes qui courent avec les loups » de Clarissa Pinkola Estès

« Education populaire et féminisme, récits d'un combat (trop) ordinaire », la Grenaille

Revue « Sorcières » / « Hors-jeu » (fanzine féministe, Ariège)

Bibli féministes dans pleins de villes ! / Les dévoreuses à Nantes, au Bocal à Rennes, à la Baf à Grenoble, au Mas d'Azil en Ariège, etc...



Radio

Arte radio podcast / Charlotte Bienaimé

Radiorageuses / plateforme radio féministe

Genrage / radio féministe lilloise



Lieux, chantiers en non mixité (NM) et/ou mixité choisie (MC)

Sisichantier organisé tous les deux ans / collectif qui visite des lieux pour des chantiers (MC)

Le marquis des pétroleuses à Chateaubriand / atelier soudure et autres activités manuelles (NM)

Atelier mobile méca (MC) / Sarah, pote de Tom

Atelier menuiserie (NM) en Ariège / pas de contact précis

Kraken, lieu de vie collectif (MC) qui organise des chantiers

Le bocal à Rennes / lieu féministe avec notamment atelier répa vélo (MC), etc...

La Baf à Grenoble / centre social autogéré à tendance féministe (ouvert à tou.te.s) / bibli, cercle de paroles (MC), événements, etc...

Atelier Paysan en Isère / coopérative en autoconstruction agricole, formation (NM) à vérifier

Outils

Tableau des tâches ménagères

Tableau « Comment se débarrasser des chef.fe.s ? »

Cercle de paroles

Enquête conscientisante, marche des privilèges (outils d'éduc pop)

Groupe d'autosanté en non mixité / Marseille, Grenoble / article dans revue Z n°10
Atelier Riposte à Nantes / La trousse à outils / auto-défense féministe, auto-défense personnes mineures, consentement, lutte contre les discriminations
Collectif Weallyweallywant / ateliers autour de la question du consentement

Événements

La Radée à Saint Julien Molin Molette / festival féministe en mixité choisie, octobre 2018
Femfest à Saint Etienne / novembre 2018
Clito'rik à Douarnenez / festival autour des sexualités, avril 2017, tous les 2 ans
Ocytocine en Aveyron / mai 2018
Ras la chatte en Aveyron / en mixité par moment, dernier week-end d'août
Des genres et vous à Romans sur Isère / au printemps
Fest-noz Direizh / en mixité
As Queer as Folk / bal folk dégenré
Cie Dzaar / sexualité féminine et clown
Cie Kta / concert conté anarchiste, féministe / Marseille
Cie des Oubliettes « Rapport conté des ratés qu'on porte », théâtre et poésie / patriarcat, violences sexuelles et consentement

Contacts

Réseau Seawomen / seawomen@riseup.net / Nav, chantiers, etc... en mixité choisie meufs, trans, pd, gouines, queer
Asso Stophomophobie / Infos vie affective et sexuelle dans les établissements en milieu rural
Asso d'éduc pop L'ébullition à Romans sur Isère

Discussion autour de l'inclusion

L'idée est partie de débats ayant eu lieu l'année dernière sur l'ouverture de nos lieux et plus largement de nos luttes. Nous avons abordé la thématique des privilèges sans vraiment les nommer ainsi que l'idée de rendre le réseau Reclaim The Fields plus incluant. Nous avons envie de continuer cette réflexion sans vraiment savoir par quel bout le prendre.

S'est posée aussi la question de qui était plus légitime de préparer cette discussion sachant qu'elle concernait une catégorie de gentes non-privilegiées. Ça a été chaotique pour se décider à la porter quand même mais on s'est lancé. On a pu discuter avec une personne se définissant femme et non-blanche afin d'échanger sur notre intention et d'avoir son avis.

Et bref, on y est allé.

La discussion s'est déroulée en deux temps.

D'abord un temps personnel durant lequel chacun.e dessinait une cible des privilèges afin d'identifier quels privilèges nous avons et à quel degré.

Il s'agit d'une cible classique avec dans chaque tranche un privilège défini. Nous avons choisi dix privilèges : de classe, hétéro-normées, de genre, de validité physique, de situation administrative, d'âge, de poids, de race, cisgenre, neuro-normativité.

Il existe aussi un autre outil qui s'appelle l'arbre des privilèges. Tu peux le trouver sur le blog "Melitruc".

Dans un deuxième temps, on s'est posé trois questions :

Qui nos lieux excluent ? / Comment nos lieux excluent ? / Comment faire que le réseau soit incluant ?

Trois groupes se sont créés et ont échangé sur ces questions. Voilà des bribes de ces discussions.

La question de "qui nos lieux excluent ?" a posé problème et nous l'avons reformulé. On s'est demandé :

Quels privilèges sont sur-représentés dans les lieux où l'on vit et où l'on s'organise ?

Exclure/ne pas inclure/exclure physiquement

Quelle situation d'exclusion me dérange ? Et avec lesquelles je suis à l'aise ?

Le fait d'être trop ouvert peut devenir excluant. Exemple : le fait d'être une femme, je ne me sens pas toujours à l'aise dans des groupes ouverts. Parfois, les compétences techniques et sociales peuvent faire que l'on inclue facilement des personnes qui peuvent avoir des comportements excluant pour d'autres. ex : des mecs cis hétéro oppressant sur les savoirs manuels.

Parfois, on pourrait faire de la discrimination positive, c'est-à-dire fermer certains moments des rencontres et l'ouvrir à des mixités choisies meufs, trans, PD, queer, personnes intersexes ou personnes non blanches, sans mecs cis hétéro blancs.

On vit dans une précarité choisie, alors que des personnes vivent dans une précarité subie et ne souhaitent pas venir dans nos lieux.

Comment nos lieux excluent ?

Galère de trouver un lieu rural qui ouvre sur d'autres luttes que l'alimentation et la paysannerie.

Question de la visibilité des lieux et de leur accessibilité. Vivre en campagne est-ce excluant en soi ?

Difficultés d'intégrer le milieu militant quand tu ne connais pas ses codes (apparence physique, vocabulaire...) et que personne ne te connaît. Méfiance. Le fait de chercher la sécurité et la protection dans nos lieux les rend moins accessibles. Question affinitaire : doit-on être ouvert.e.s à tou.te.s.

Refus de prendre en charge des personnes en souffrance. Les lieux privilègient parfois l'activité agricole à l'accueil.

Il existe aussi des dominations non-visibles comme les questions de neuro-divergences ou de dépression et que nous ne prenons pas toujours en compte.



Comment faire pour que le réseau RTF soit incluant ?

Premier postulat : ce réseau est différent des lieux collectifs le constituant. Ce n'est pas toujours les mêmes personnes qui les intègrent.

Comment on communique plus largement ? Comment on met à l'aise les nouvelles personnes pour qu'elles se sentent accueillies et en sécurité ?

Inviter des milieux militants qui s'engage sur d'autres questions (racisme, genre...)

choisir un langage plus adapté à tou.te.s

se rapprocher de problématiques d'autres personnes liées à l'agriculture (saisonniers, ouvriers agricoles, les gent.e.s qui s'intéressent à l'alimentation)

soutenir d'autres groupes militants pour se lier (cantine populaire, dons de bouffe)

oser se mettre dans des situations d'inconfort pour se lier à d'autres personnes non-issues du milieu

est-ce que c'est un choix de pratiquer l'entre-soi par rapport à nos vies quand on se retrouve dans les rencontres annuelles ?



On a fini par discuter des limites de cette discussion :

Parler plus en termes d'oppression que de privilèges / le but est de détruire les oppressions et non les privilèges.

Pourtant, il paraît plus facile de parler de privilèges en mixité que d'oppression / sinon, c'est plus confort de penser à la non-mixité.

Éviter les évidences dans les mots / exclure, c'est mal VS pourquoi en est-on venu à exclure une catégorie de la population ?

ne pas présupposer que l'on est tou.te.s privilégié.e.s / utiliser plus souvent la cible des privilèges et la partager.

Atelier bancal : manque de compétences et de légitimité à l'animer / pourquoi pas inviter des personnes pour nous aider à bosser sur cette thématique.

Appels à soutien des étoiles

Growing green : Traduction du livre sur l'agriculture végane « Growing Green, Organic Techniques for a Sustainable Future ». Une session est organisée tous les mois et demi. Recherche de participantEs et de lieux d'accueil. Contact : traductiongrowinggreen@riseup.net

Annonce sur AURIAT (Creuse), à 30km de Limoges, proche du plateau de Millevaches. Camille a une activité agricole en traction animale, petits fruits, légumes, élevage. Lieu collectif en germe, volonté de diversification de l'activité et de l'accueil sur moyen et long terme. Possible installation à long terme.

Rencontres Sud-Ouest « Ecran total » sur l'action de robotisation en agriculture : appel à motivés ! Contact : Faut Pas Pucer, Le Batz 81140 St-Michel-de-Vax ou ecrantotal@riseup.net

La Borie : lieu occupé depuis 30 ans contre un projet de barrage, sur Saint Jean du Gard. 26 ha, quelques personnes habitant sur le lieu et un collectif de gens participant à l'occupation. Réflexions anarchistes, féministes, anti-psychiatriques. En procédure d'expulsion, procès en appel le 4 décembre 2018. Site internet : La borie en lutte. Besoin de soutien !

Amassada, en Aveyron (« assemblée » en occitan)

Projet d'installation de transformateur d'énergies hydraulique et éolienne industrielles, sur 5 ha. Les deux familles paysannes concernées sont opposées au projet.

La lutte est installée sur un site peu peuplé : occupation permanente. Plus largement, cette lutte concerne l'action contre l'éolien industriel (extractivisme pour construction des éoliennes, enfouissement des câbles, construction de routes détruisant des forêts). La réflexion porte sur le biais proposé par les notions de développement et de transition énergétique pour poursuivre la tendance capitaliste à produire de l'énergie. Réflexion et combat contre l'hyperconnexion.

Plusieurs cabanes construites sur le site après l'appel de l'agriculteur.

Appel à occupation et à soutien extérieur (envoi courrier, concours de déco de transformateurs, réunion d'infos). Réunion hebdomadaire sur place le samedi.

Risque d'expulsion prochaine ! Si expulsion : fête de réoccupation le 4ème samedi après expulsion !

Coopération intégrale en construction sur Lyon

Info : cooperation-grand-trou@framalistes.org

Quartier libre des Lentillères, à Dijon

Depuis 2010, 8 ha de zone maraîchère, en ville. Début du squat en lien avec RTE.

80 personnes y vivent à l'année et présence de nombreux-ses habitantEs de Dijon. Multiples collectifs d'habitants et collectifs d'activités. Liens avec les luttes de la ville. Diversité des personnes impliquées ; les assemblées générales regroupent plusieurs centaines de personnes. Dynamique agricole : 4 espaces cultivés : maraîchage collectif (vente à prix libre), petits jardins, potager vivrier collectif, etc...

Depuis 2012 (offensive ratée de la mairie pour la réappropriation des terres occupées), pas de nouvelles attaques de la mairie.

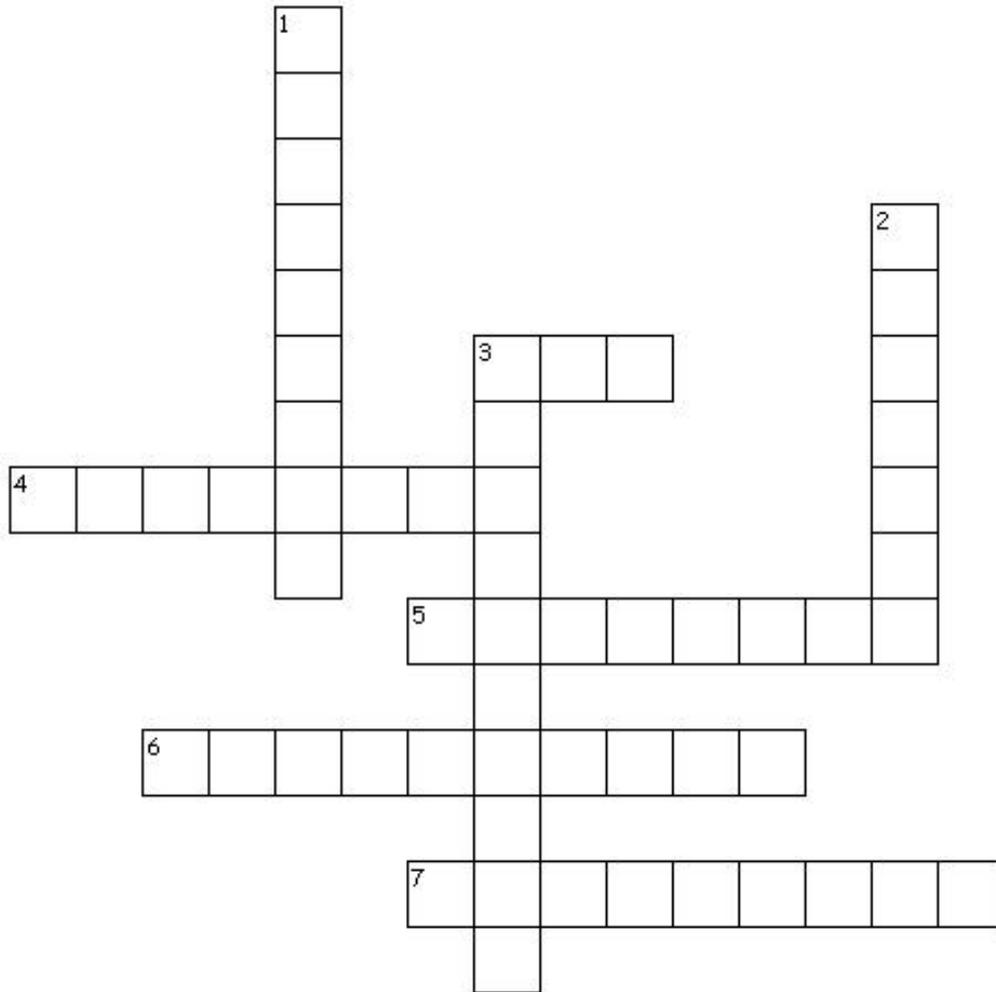
Questionnement actuel : Comment maintenir un rapport de force avec la mairie ?

Appel à rejoindre le collectif existant : le jardin des maraîcherEs utilise des outils de technique maraîchère et de régulation du collectif. Ce collectif permet l'expérimentation de la réalité paysanne.

Il est aussi en réflexion sur la transmission des savoirs et des techniques de maraîchage en collectif. Une fête du quartier est organisée à l'automne et au printemps

A suivre sur <https://lentilleres.potager.org> et facebook

Les mots croisés de RTF



HORIZONTAL

3. Notre acronyme
4. Vous l'avez dans les mains
5. Lieu des prochaines rencontres européennes
6. Elle est fertile
7. Réseau d'étoiles

VERTICAL

1. Elle est dans les champs
2. Village au mali
3. Quand on est ensemble



contactrtf@riseup.net
www.reclaimthefields.org

